

Université de Montréal

Analyse de l'identité collective des mouvements sociaux : le cas des Mères de la place de Mai pendant la transition démocratique en Argentine (1982-1987)

par

Renaud Goyer

Département de science politique

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès sciences (M. Sc.)
en science politique

décembre 2005

© Renaud Goyer, 2005



JA

39

US4

2006

V.020

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Identification du jury

Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Analyse de l'identité collective des mouvements sociaux : le cas des Mères de la place de Mai pendant la transition démocratique en Argentine (1982-1987)

Présenté par :

Renaud Goyer

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Alain Noël

président-rapporteur

Pascale Dufour

directrice de recherche

Graciela Ducatzenzeiler

membre du jury

Sommaire

Ce mémoire de maîtrise porte sur l'analyse de l'identité collective des Mères de la place de Mai pendant la transition démocratique en Argentine entre 1982 et 1987.

La période de la transition démocratique entraîne des changements importants dans la dynamique politique en Argentine et a des répercussions sur la légitimité politique des Mères de la place de Mai. Le présent travail a pour objet l'analyse des changements opérés au sein du groupe pendant cette période. Plus précisément, la question qui sous-tend ce travail est la suivante : quel est le processus de construction de l'identité collective des Mères de la place de Mai dans le contexte de transition démocratique qui se déroule de 1982 à 1987? Deux objectifs de recherche découlent de cette question générale : comprendre la transformation identitaire du groupe durant cette période et analyser les relations que ce dernier entretient avec le système de représentation politique argentin dans un contexte de changements politiques et sociaux importants.

L'approche des mouvements sociaux conceptualisée par Melucci (1989) représente un outil privilégié qui permet de répondre à cette question de recherche. En effet, cette approche permet de relever autant les changements dans l'identité du groupe que dans les relations qu'il établit avec les autres acteurs politiques. Le cas des Mères de la place de Mai pendant la transition démocratique en Argentine entre 1982 et 1987 illustre les apports de l'analyse des mouvements sociaux à l'étude du changement de l'identité collective de l'acteur.

Dans le cas des Mères de la place de Mai, le processus de construction de l'identité collective est marqué par deux éléments importants, qui sont liés : l'élargissement des perspectives et des motivations de l'action collective et une marginalisation du groupe dans le système de représentation politique.

Mots-clés : Mouvements sociaux, identité collective, représentation politique, Mères de la place de Mai, Argentine, transition démocratique.

Abstract

This master's thesis deals with the analysis of the collective identity of the Mothers of plaza de Mayo during the democratic transition in Argentina between 1982 and 1987.

During the transition, changes brought in the political representation are juxtaposed to changes in the legitimacy of the Mothers of plaza de Mayo. It is precisely those changes that occurred inside the group during this period that are the object of this thesis. The main question of research is: what is the construction process of the Mothers of plaza de Mayo's collective identity during the transition to democracy between 1982 and 1987? The two main objectives are to understand the identity transformation of the group during this period and to analyze its relationship, if any, with the political representation system in Argentina.

Melucci's (1989) approach to social movements and collective action constitutes a privileged tool to tackle this research. Indeed, this approach allows us to identify the changes in the identity of the group and in the relationships it establishes with other political actors. The case of the Mothers of plaza de Mayo studied during the transition to democracy in Argentina between 1982 and 1987 illustrates the contribution of social movements' analysis to the study of collective identity.

In the case of the Mothers of the plaza de Mayo, the collective identity construction process is marked by two important and related elements: the widening of the perspectives and motivations of collective action on one hand and the marginalization of the group in the political representation system on the other.

Keywords: Social movements, collective identity, political representation, Mothers of plaza de Mayo, Argentina, democratic transition.

Table des matières

Identification du jury	ii
Sommaire	iii
Abstract	iv
Table des matières	v
Liste des tableaux	viii
Remerciements	ix
Introduction	1
Mise en contexte :	5
Problème, théorie et méthodologie.....	5
1 Problématique	5
1.1 Contexte historique.....	5
1.1.1 1976-1982: <i>El Proceso de reorganización nacional</i>	6
1.1.2 La Doctrine de la sécurité nationale.....	8
1.1.3 Les violations des droits humains.....	10
1.2 Les Mères de la place de Mai.....	11
1.2.1 Naissance d'un mouvement social des droits humains.....	11
1.2.2 Les Madres, d'abord des mères	12
1.2.3 La dimension internationale	15
1.3 La transition démocratique	17
1.3.1 Les problèmes économiques et la guerre des Malouines	17
1.3.2 La libéralisation politique.....	18
1.4 Question et objectifs	21
2 Cadre théorique.....	22
2.1 Revue de littérature.....	22
2.1.1 Les ouvrages historiques et les biographies	22
2.1.2 Les études empiriques.....	23
2.1.3 Le mouvement des Mères de la place de Mai	24
2.1.4 Le mouvement des droits humains et la politique argentine.....	28
2.2 Melucci et l'identité collective dans l'étude des mouvements sociaux.....	31

2.2.1	L'identité collective	32
2.2.2	La dimension externe : représentation politique.....	34
3	Méthodologie.....	36
3.1	Choix de l'analyse de discours.....	36
3.2	Démarche de l'analyse.....	38
3.3	Choix des sources.....	43
3.3.1	Bulletin officiel.....	43
3.3.2	Bulletin informatif.....	43
3.3.3	Journal Madres de plaza de Mayo	44
3.4	Le choix de la période	45
	Analyse	48
4	Dimension interne de l'identité collective.....	49
4.1	Identité collective et Mères de la place de Mai.....	49
4.1.1	Autodéfinition.....	49
4.1.2	Vision de la dictature... et de la démocratie	50
4.1.3	Revendications et motivations.....	53
4.1.4	Actions	59
5	Dimension externe de l'identité collective.....	62
5.1	Relations des Mères de la place de Mai.....	62
5.1.1	Les Mères de la place de Mai et les militaires argentins.....	62
5.1.2	Les Mères de la place de Mai et le président Alfonsín	64
5.1.3	Les Mères de la place de Mai et les partis politiques majoritaires	70
5.1.4	Les Mères de la place de Mai et les partis politiques minoritaires.....	77
5.1.5	Les Mères de la place de Mai et l'Église argentine	78
5.1.6	Les Mères de la place de Mai et les syndicats.....	82
5.1.7	Les Mères de la place de Mai et le mouvement des droits humains.....	83
5.1.8	Les Mères de la place de Mai et les médias	85
6	Synthèse	86
6.1	Des revendications inchangées, des perspectives plus globales	86
6.2	De l'autorité morale à la radicalité.....	87
6.3	Des éléments structurants : démocratie et économie.....	89
6.4	Une vision différente de la transition démocratique argentine	90
	Conclusion	92

Question de recherche et résultats	92
Identité collective, mouvements sociaux et représentation politique	94
Influences et frustrations : la structure de représentation.....	96
Bibliographie.....	99
Annexe 1 - Liste des groupes faisant partis du mouvement des droits humains, d'après Bonner (2003).....	108
Annexe 2 - Liste des bulletins et journaux analysés.....	109

Liste des tableaux

Tableau I – Démarche de l'analyse.....	42
--	----

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier ma directrice de recherche, Pascale Dufour, parce qu'elle a cru en moi depuis le début, même avant moi parfois, mais aussi pour son écoute, sa disponibilité, son ouverture et son investissement constant dans les projets de ses étudiants.

Merci ensuite aux Mères de la place de Mai, cobayes de mon initiation à la recherche, pour leur conscience et leur force, pour l'inspiration, et pour ce qu'elles ont fait pour les Argentins. Merci aussi aux responsables de la bibliothèque Julio-Huasi de l'Université populaire Madres de plaza de Mayo.

Merci à mes parents, ma mère Louise parce que, malgré tout, elle a continué de croire en moi, et à mon père Marc, parce qu'il m'a fait comprendre qu'il faut choisir sa voie pour soi.

Merci à mes professeurs, Jane Jenson, Jules Duchastel et Anne Latendresse, ainsi qu'au CPDS, pour l'encadrement logistique, et au GRIMS pour la richesse de ses séminaires.

Mes amis et compagnons de sandwichs et de musique, Jean-François et Jean-Philippe, parce qu'ils m'ont conseillé sans le savoir (J-F, j'ai été incapable de citer ton mémoire alors voici la référence : Renaud, Jean-François (2002). *Semimartigales et Intégration Stochastique*, Département de mathématiques, Université de Montréal).

Merci à Marta, d'être là pour nous, et de m'éveiller au monde des « scientifiques » que je critique souvent (un beso). Merci à Carlos, d'avoir quitté le Brésil avec 50\$ et une machine à écrire, et de nuancer ma vision tant de l'Argentine que du Québec (un abrazo). Merci aussi pour les traductions du résumé et des citations. Merci aussi à Luis, pour nos discussions et ta sensibilité.

Merci à Félix, Valérie-Anne, Arielle, Johanne, Marc-André et Luc, pour les nombreuses discussions sur mon mémoire et d'avoir commenté toutes ses parties; merci à mes amis, Sébastien, Yannick, Christian, Anne-Françoise et Thomas.

Merci finalement et surtout, à Corina, qui m'a fait découvrir tout un monde et qui m'a apporté beaucoup plus que je pourrai jamais lui donner en retour. C'est grâce à toi qu'un jeudi de juillet 2003, j'ai eu la chance d'assister à un des événements les plus émouvants de ma vie, les rondes des Madres. Merci d'avoir parcouru avec moi la rédaction de ce mémoire, revu et commenté chaque partie. Merci pour tout.

*à mon grand-père Eugène, une inspiration ;
à Sylvia, pour la mémoire ;
à tous les exilés...*

Introduction

Le 24 mars 2005, vers la fin de la journée, à Buenos Aires, capitale et métropole de l'Argentine, plusieurs milliers de personnes se dirigent vers la *plaza de Mayo* (place de Mai) située au centre de la ville et en face de la maison présidentielle. Ils s'y rejoignent pour condamner la dernière dictature militaire argentine (1976-1983), mise en place lors du coup d'État du 24 mars 1976, qui allait créer de grands bouleversements dans la société argentine en mettant en œuvre une politique économique de restructuration libérale et un terrorisme d'État sanglant. Plusieurs groupes de défense des droits humains se mobilisent depuis le retour de la démocratie afin de remémorer aux Argentins cette période terrible (Ginzberg, 2005).

Quatre mois plus tôt, dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 décembre 2004, vers deux heures du matin, plusieurs centaines de personnes marchaient et dansaient sous la pluie autour de la pyramide centrale de la *plaza de Mayo*. Ils y étaient tous rassemblés à l'occasion de la 24^e Marche de la résistance des Mères de la place de Mai (MPM), un groupe de femmes luttant depuis 1977 pour obtenir « justice et vérité » à propos de leurs enfants disparus pendant la dictature de l'époque. À titre individuel ou membre d'une organisation, ils sont venus appuyer ces femmes qui luttent depuis plus de 25 ans pour que les Argentins aient le droit de connaître le sort des disparus. En chœur, ils scandent de façon intermittente : « *Madres de la plaza, el pueblo las abraza* » (Mères de la place, le peuple vous embrasse). Les jambes affaiblies, le dos courbé, malgré leur âge, elles marchent, coiffées de leur symbolique mouchoir blanc afin de rappeler à l'Argentine qu'elle n'est pas loin de l'horreur.

En prenant le pouvoir, les militaires, inspirés par la doctrine de la sécurité nationale, allaient appliquer un programme choc sur la société argentine pour la nettoyer des éléments qui, dans leur optique, étaient responsables de l'ingouvernabilité de l'Argentine : les militants de gauche dont les intellectuels, les journalistes, les syndicalistes et les politiciens. Ils les considéraient comme une menace pour la nation et pour le style de vie argentin. Les MPM ont constitué une des réponses à cette violence étatique. Ces femmes, mères des victimes de la répression politique, allaient être, pendant un certain temps, les seules à affronter publiquement la dictature, devenant aussi une autorité morale en Argentine. À partir de 1982, qui marque les débuts de la démocratisation, les MPM vont devenir le symbole de la lutte contre la dictature et de l'espoir démocratique.

Si pendant les dernières années de la dictature, le groupe attirait des dizaines de milliers de personnes lors de ses manifestations, en 1989, peu de gens se mobilisent. En fait, plus l'Argentine s'éloigne de la dictature, plus les foules assistant aux événements des MPM diminuent. En 1987, quoique les MPM continuent d'inspirer le respect, leurs revendications sont de moins en moins écoutées et leurs actions de moins en moins suivies. Malgré tout le capital de sympathie gagné durant la dictature, avec la transition démocratique, elles perdent peu à peu de leur influence, et en 1987, elles sont devenues un acteur politique marginal.

Que s'est-il passé entre 1982 et 1987 pour que ce capital de sympathie, qui leur accordait pratiquement une autorité morale sur l'Argentine, se transforme en respect poli?

Pour répondre à cette interrogation, nous avons choisi de nous intéresser à la perspective des MPM elles-mêmes. Plus spécifiquement, ce mémoire est une analyse de l'identité collective des Mères de la place de Mai entre septembre 1982 et août 1987. Il se divise en deux parties : les trois premiers chapitres sont consacrés à la mise en contexte de notre recherche (la problématique, la théorie et la méthodologie); les trois derniers chapitres procèdent à l'analyse du processus de construction de l'identité collective des MPM (transformation identitaire, relations avec les autres acteurs et synthèse).

Le premier chapitre, expose notre problème de recherche par une mise en contexte de la situation politique et sociale argentine avant le coup d'État de 1976. Ensuite, nous allons présenter les principales caractéristiques de la dictature militaire de 1976 à 1983 appelée *Proceso de reorganización nacional* (Processus de réorganisation nationale) de même que les premières années de l'histoire des MPM. Finalement, nous traitons de la période de transition démocratique.

Le second chapitre présente une recension des écrits s'intéressant aux MPM et sur le mouvement des droits humains (MDH) en Argentine. Nous exposons ensuite les outils théoriques et analytiques qui nous serviront pour ce mémoire. Pour analyser l'identité collective, nous aurons recours à l'approche des mouvements sociaux de Melucci (1989, 1996).

Dans le chapitre suivant, ce sont nos choix méthodologiques qui sont exposés et les raisons qui motivent le choix de l'analyse de discours dans cette recherche. Nous énumérons les différentes étapes de notre analyse et les motivations méthodologiques

et théoriques qui les sous-tendent. L'analyse est divisée en deux temps : l'analyse de l'identité collective interne du groupe puis l'analyse de la relation du groupe avec les autres acteurs politiques et sociaux. Nous présentons également les différentes sources documentaires analysées en justifiant leur pertinence ainsi que la pertinence de la période choisie.

Le chapitre quatre présente les résultats de la première partie de l'analyse, traitant de la construction du processus identitaire des MPM de 1982 à 1987 autour de quatre thèmes en lien avec notre cadre théorique (l'autodéfinition du groupe, la vision de la démocratie et de la dictature, les revendications et motivations ainsi que les principales actions).

Le cinquième chapitre s'attarde quant à lui à la partie de l'analyse centrée sur les relations des Mères de la place de Mai avec les autres acteurs politiques pendant la période étudiée.

Finalement, le dernier chapitre (six) propose une synthèse des éléments qui nous semblent les plus importants pour répondre à notre question de recherche.

« Un terroriste, ce n'est pas seulement une personne avec une arme ou une bombe, mais aussi toute personne qui répand des idées contraires aux civilisations occidentale et chrétienne ».

« L'homme est une créature de Dieu, créé à son image. Son devoir sur la terre est de fonder une famille, pierre angulaire de la société, et de vivre dans le respect du travail et la propriété d'autrui. Tout individu qui prétend troubler ces valeurs fondamentales est un subversif, un ennemi potentiel de la société et c'est indispensable de s'en débarrasser ».

- **Général Jorge R. Videla**

(Traduction libre) cité dans McSherry (1997)

Mise en contexte :

Problème, théorie et méthodologie

1 Problématique

1.1 Contexte historique

Le 24 mars 1976, sans aucune effusion de sang, les militaires s'emparent de la *Casa Rosada* (palais présidentiel) et du pouvoir dans un contexte de crise économique et sociale. Jorge R. Videla, chef de l'armée, devient président de facto du pays et déclare vouloir rétablir l'ordre et la croissance économique au nom de l'institution militaire. Ce coup d'État s'ajoute à la longue liste d'interventions militaires qui se sont succédées depuis 1930 en Argentine.

Même si la scène est connue, le ton est différent. Le but n'est plus seulement de pallier aux problèmes politiques du régime civil faible. Le signal est clair : les militaires se donnent comme mission de « purger le pays du mal qui le ronge »; de procéder à un « nettoyage » complet pour repartir à nouveau; de « débarrasser » la

nation des éléments subversifs qui menacent de la détruire. C'est alors le début du *Proceso de reorganización nacional* (Processus de réorganisation nationale).

1.1.1 1976-1982: El Proceso de reorganización nacional

Depuis la fin des années 1960, l'Argentine connaît une grave crise économique et politique que la démocratie retrouvée en 1973 n'arrive pas à résoudre. Les partis politiques sont incapables d'agréger les intérêts de la société argentine. De plus, le Parti péroniste, le parti populiste de Juan Perón qui est au pouvoir, est divisé et ses factions s'affrontent violemment. Plusieurs groupes sont entrés dans la lutte armée (*Montenaros*, *ERP – Ejercito revolucionario del pueblo* [Armée révolutionnaire du peuple], *FAP – Fuerzas armadas peronistas* [Forces armées peronistes]) (Pereyra, 1994) et un groupe paramilitaire organisé par la droite péroniste (Alliance anticommuniste argentine – A.A.A.) assassine des intellectuels ou des militants de gauche (Maceyra, 1983). Les grèves se multiplient et la crise économique s'aggrave, ce qui exaspère la population. De plus en plus, les journaux et la population mentionnent la possibilité d'une intervention militaire.

Lorsque ces derniers entrent dans la *Casa Rosada*, le 24 mars 1976, personne n'est surpris et peu de gens s'y opposent (Armony, 2004). Plusieurs poussent même un soupir de soulagement espérant que les militaires remettent de l'ordre dans le pays. Et c'est exactement ce qu'ils promettent lors de leur arrivée au pouvoir (Sidicaró, 2004). En effet, les militaires critiquent fortement l'incapacité du gouvernement à gérer le pays.

« The image of chaos and misgovernment was not, however, simply the result of the government's ineffectiveness or the paralysis of those actors associated with it.

From mid-1975 this impression was further promoted by two groups who severely criticized not just the government but the organization of Argentine society as a whole. These two groups were the armed forces and the leadership of the liberal employers' association, the APEGE (the Permanent Assembly of Business Associations. » (Cavarozzi, 1986: p. 42)

Pour régler les problèmes politiques, économiques et sociaux de l'Argentine, ils mettent donc en place le *Proceso de reorganización nacional*, fondé sur deux politiques complémentaires : la libéralisation économique et la lutte aux individus considérés comme subversifs. Dans ce processus, les militaires ont des appuis qui, sans être toujours explicites, sont de taille.

Tout d'abord, les militaires ont l'appui de l'élite économique libérale du pays (Di Tella, 1998). En effet, depuis les années 1960, le discours libéral, dont les associations patronales sont des défenseurs, est très bien reçu par les dirigeants militaires. Ils sont unis dans la critique des politiques économiques protectionnistes et du populisme des politiciens argentins. La libéralisation de l'économie est perçue comme une condition pour la croissance industrielle (Cavarozzi, 1986). D'ailleurs, dès leur arrivée au pouvoir, les militaires nomment Martinez de Hoz, une figure importante du milieu financier argentin et fils d'une grande famille de propriétaires terriens, qui propose de faire des réformes économiques importantes (Pucciarelli, 2004). Il propose notamment de réduire l'intervention étatique et de suivre un programme économique beaucoup plus libéral qui implique des privatisations et la réduction des barrières tarifaires et l'attraction des investissements étrangers (Azpianu, Basualdo et Khavisse, 2004; Rock, 1985 et 1993).

À l'appui de l'élite libérale du pays, s'ajoute celle de la hiérarchie cléricale. Le discours conservateur de l'armée en matière sociale, notamment envers les femmes, joint aux aversions de l'Église envers les communistes (et envers les Péronistes depuis le dernier mandat de Perón), rendent l'Église sympathique au projet des militaires de mettre fin au chaos social. Lorsque les violations des droits humains sont dénoncées par certains membres du clergé, les hauts placés de l'Église argentine les rabrouent rapidement (Mignonne, 1988).

Avec le coup d'État, le Congrès est dissous ; les partis politiques sont interdits ; la Cour suprême du pays est remplacée par des gens nommés par la junte ; les démonstrations publiques ne sont plus tolérées ; les chefs syndicaux et les principaux dirigeants péronistes sont arrêtés ; les comptes de banques des syndicats sont saisis et leurs activités sont limitées (McGuire, 1995). La vie politique se réduit aux décisions prises par les militaires, fondée sur la *Doctrine de la sécurité nationale*.

1.1.2 *La Doctrine de la sécurité nationale*

Voici comment Roniger et Sznajder (1999) définissent la doctrine de la sécurité nationale :

« The basic parameters for defining policies were security needs (external and internal) and the defence of national interests, and the military considered themselves the most qualified and perhaps the only capable institutional actor for achieving these goals. (...). According to the DSN [Doctrin de sécurité nationale], the basic values of the nation are anchored organically within Western civilization (including Christian values), the defence of private property and initiative, and opposition to Communist and Marxist ideas. » (Roniger et Sznajder,

1999 : 18)

Dans cette vision, la nation est considérée comme un tout organique, et tout ennemi, c'est-à-dire tout acteur ou personne qui s'éloigne du chemin tracé par les valeurs et traditions telles que définies par les militaires, risque sa vie au nom de la survie de la nation¹. Cet ennemi ne vient pas de l'extérieur mais de l'intérieur. L'ennemi tel que défini par les militaires, ne possède pas les attributs de l'ennemi traditionnel de combat, il est sans arme à feu, fourmille dans la société et utilise avant tout le contrôle des pensées (Simpson et Bennett, 1985 ; Lafarge, 1991). Ainsi, les militaires se donnent comme mission d'extirper ce qu'ils définissent comme le mal avant même qu'il n'affecte la Nation en appliquant les méthodes de guerre anti-subversives utilisées par les Français en Algérie et enseignées par les Américains au centre de formation des officiers de l'OEA (School of the Americas) à Panama (Roniger et Sznajder, 1999 : 19). Dans cette guerre anti-subversive, tous les moyens disponibles peuvent être utilisés, incluant la torture et l'assassinat.

Selon les militaires, leur action est une réponse au chaos dans lequel est plongé le pays depuis les années 1960. Ils sont forcés d'agir pour sauver la nation (même si en 1976, la plupart des guérillas ont été décimés lors de combats et qu'elles ne sont plus actives [Vezzetti, 2002: 76]). Par conséquent, pour mener à bien le « Proceso » les militaires se basent sur cette doctrine et c'est ainsi que commence la répression la

¹ Dans son roman *La Critica de la Armas* (2003), José Pablo Feinmann fait d'ailleurs un parallèle entre la dictature et le cancer qui affecte son personnage principal, comment les radiations tuent toutes les cellules qui se reproduisent rapidement et qui risquent de le mettre en danger de métastase, même si elles ne sont pas dangereuses.

plus importante qu'ait connue l'Argentine et possiblement une des plus meurtrières de l'Amérique latine (Lafarge, 1991).

1.1.3 Les violations des droits humains

Dès les premiers mois de la dictature, des centaines de personnes sont enlevées et emmenées dans des camps de concentration dont le plus tristement célèbre est celui de l'ESMA (*Escuela de mecánica de la Armada* – École des Sous-officiers de la Marine). Ils sont professeurs, ouvriers, médecins, journalistes, militants ; ils viennent de tous les milieux et ont tous les âges. La méthode est simple : la nuit, des voitures non-immatriculées arrivent près des maisons, des hommes armés en civil enlèvent tous les gens de la maison, autant la famille que les amis présents. La plupart des témoignages concordent sur cette méthode et décrivent le traitement réservé aux victimes lorsqu'ils arrivent dans les camps de détention (CONADEP, 1985).

La grande majorité des victimes est torturée mentalement et physiquement pour que le gouvernement recueille le plus grand nombre d'informations possible sur d'autres personnes soupçonnées de subversion (CONADEP, 1985). Plusieurs meurent lors de la torture et leur corps disparaissent. Ils sont envoyés dans des fours crématoires ou jetés dans les eaux du Río de la Plata (Verbitsky, 1995). L'important, pour les forces de sécurité, est d'éliminer les preuves des disparitions forcées.

L'avantage de la disparition consiste à n'avoir aucune justification à donner. La preuve de l'exécution repose alors sur la famille ou sur les organisations dont les individus faisaient partie. Par conséquent, la guerre à la « subversion » par l'enlèvement, la disparition, et subséquemment la mort de la majorité de ceux-ci,

répond à un objectif général pour les militaires : éliminer la gauche et le populisme de l'horizon politique argentin (Roniger et al., 1999).

Ces violations des droits humains (reconnues officiellement comme ayant touché 8500 personnes, mais estimées à 30 000 par les MPM et *Amnistie Internationale*), auront un effet majeur : la fragmentation de la société. En effet, le seul mouvement social d'envergure en Argentine, le mouvement péroniste, était considérablement affaibli et la force syndicale de base, inexistante (Rock, 1985 : 368). Cependant, la dictature a créé un autre mouvement social d'envergure presque paradigmatique (Jelin, 1987), celui des droits humains dont les actrices les plus célèbres sont les Mères de la place de Mai. Un petit historique de ce mouvement s'impose.

1.2 Les Mères de la place de Mai

1.2.1 Naissance d'un mouvement social des droits humains

Les enlèvements et les disparitions ne resteront pas sans réponse de la part de la société civile. En effet :

« Une des conséquences les plus significatives des régimes autoritaires du Cône Sud de l'Amérique Latine, c'est l'avènement de nouveaux mouvements sociaux, comme formes de participation autonomes, développées hors des canaux traditionnels, différentes de ceux-ci autant pour leur contenu que pour leurs modalités d'action comme pour le caractère et la portée de leurs revendications. (...) Faisant partie de ces nouveaux mouvements sociaux il n'est pas difficile de démontrer – au moins pour l'Argentine – que le mouvement des droits humains est le plus révélateur » (Traduction libre) (Delgado et Palermo, 1989 : p.409).

Les groupes de défense de droits humains existaient depuis longtemps en Argentine, et certains s'étaient formés depuis les années soixante². Dès le coup d'État, ces groupes agissent pour alerter le public, mais la réaction des militaires est rapide. Les actions sont vivement réprimées et le fondateur du SERPAJ (Service pour la paix et la justice), un militant des droits humains et futur prix Nobel de la paix en 1980, Adolfo Pérez Esquivel, est arrêté en 1978 (Navarro, 1989).

1.2.2 Les Madres, d'abord des mères

En 1977, un groupe de femmes décide d'agir. Ce sont des mères dont les enfants ont disparu ou ont été enlevés par la police ou les militaires. Elles veulent des réponses des autorités concernant les arrestations de leurs enfants. La plupart sont des femmes au foyer qui n'ont aucune expérience politique et qui n'avaient aucun intérêt préalable à la politique (Veiga, 1985; Bouvard, 1994). Elles se rencontrent, de plus en plus souvent, devant les portes des ministères, à la recherche de leurs enfants, se butant aux réponses laconiques de la police et de l'État. La plupart se font répondre que leurs enfants devaient avoir quitté le pays ou passé à la clandestinité et que donc, ils avaient sûrement quelque chose à se reprocher. Ces mères décident de se réunir pour en discuter plus profondément et se rendent à la place de Mai³, le samedi 30 avril 1977, pour interpeller le gouvernement militaire à propos des disparitions. Elles

² En Argentine, le mouvement des droits humains est composé de deux types de groupes : les groupes de défense de droits et les groupes composés des familles des victimes. Dans le premier groupe on retrouve l'Assemblée Permanente des Droits Humains (APDH), la Ligue des droits de l'homme (Liga) associée au Parti communiste argentin, le Service pour la Paix et la Justice (SERPAJ). Dans le deuxième groupe on retrouve les MPM, Abuelas de Plaza de Mayo (les grands-mères recherchant les enfants de leurs enfants disparus) et *Familiares* qui représente les familles des détenus-disparus (Bonner, 2003). Voir annexe #1 pour la liste complète des groupes.

³ La place de Mai est située au centre-ville de Buenos Aires et constitue, avec la Plaza de los Dos Congresos, le centre politique de l'Argentine. Elle est entourée du vieil hôtel de Ville (Cabildo), de la Cathédrale (ou repose le Général San Martín, héros national), différents ministères, et surtout la Casa Rosada, le palais présidentiel où sont installés les Militaires.

sont quatorze. Elles sont persuadées que Videla n'est pas au courant de ce qui se passe et elles veulent l'en informer (Bousquet, 1983).

Malheureusement, les samedis, il n'y a personne à la place de Mai. Elles décident alors de se rencontrer un jour de semaine, en fin d'après-midi, et elles choisissent leur journée : le jeudi. Elles y retournent toutes les semaines et, à chaque semaine, leur nombre augmente, et ne cessera d'augmenter toute l'année (Chelala, 1993). Au départ, les MPM se rencontrent à la place pour échanger de l'information et discuter avec d'autres femmes prêtes à rejoindre le groupe. Lorsque la police les disperse, elles commencent à marcher en silence autour de la pyramide au centre de la place (Hernandez, 2002). En juin de la même année, elles sont une centaine. Étant donné que toutes leurs demandes individuelles d'*habeas corpus* ont été rejetées, elles présentent une demande commune concernant 159 personnes qui ont disparu (Madres de plaza de Mayo, 2003).

Dans les premiers mois, les militaires les ignorent, croyant qu'avec le système de terreur et de contrôle de l'information qu'ils ont installé (en plus du fait que ce soit des femmes), leur message et leur action ne dureraient qu'un temps et que la population ne les écouterait pas. Cependant, plus le temps passe et plus leur acharnement commence à irriter les militaires qui changent de tactique, notamment à cause des questions des journalistes, et commencent à les traiter publiquement de folles (*las locas*) pour les discréditer (Hernandez, 2002). Elles sont alors très mal accueillies par la police à leur arrivée à la place de Mai, et certaines sont arrêtées et passent la nuit en prison. Cependant, le mouvement continue de grossir, de plus en plus de femmes et de mères intègrent le groupe. Elles prennent alors un nom : *Las*

Madres de plaza de Mayo (Les Mères de la place de Mai - MPM) (Chelala, 1993 ; Madres de plaza de Mayo, 2003 et 2004).

Le 5 octobre de la même année, n'ayant reçu aucune réponse ni aucun suivi sur leurs demandes d'*habeas corpus*, elles sont 237 à signer une lettre dans le journal *La Prensa* contenant 237 noms de personnes disparues. C'est la première fois que leurs revendications atteignent un si grand public, mais le gouvernement ne réagit pas. Au même moment, elles font circuler une pétition à travers le pays demandant une enquête sur le sujet le plus rapidement possible. Le 15 octobre, 800 MPM manifestent alors que quelques-unes d'entre elles et d'autres représentants de groupes de défense des droits humains présentent la pétition contenant 24 000 signatures. La police intervient rapidement et violemment : elles sont entourées, aspergées de gaz lacrymogène et la police tire dans les airs. Plus de 200 MPM sont arrêtées et passent la nuit en prison. Lors de leur sortie, la grande majorité est menacée par les autorités de faire partie des « ennemis » (McManus, 1991).

Les militaires en ont assez et ils décident de s'en prendre aux MPM. Grâce à un soldat qui infiltre le groupe, en trois jours pendant le mois de décembre 1977, 12 femmes sont enlevées, dont deux nonnes françaises et la leader du groupe : Azucena Villaflor De Vicenti. Elles deviennent alors elles-mêmes des disparues : on ne les reverra jamais. Le coup est dur pour les MPM, mais elles décident de continuer malgré tout (Navarro, 1989 ; Hernandez, 2002).

L'idée de se rencontrer à la place de Mai (un endroit traditionnel de rassemblement politique rendu célèbre notamment par Perón) effraie plusieurs femmes parce que les

manifestations sont interdites. Persuadées qu'elles n'ont aucun autre choix, elles continuent d'y aller (Martin, 1989). De plus, selon plusieurs auteurs, le fait qu'elles soient pour la plupart des femmes au foyer qui ont consacré leurs vies à leurs enfants, a rendu la perte de ceux-ci particulièrement marquante. Cela signifie une perte de sens de leur propre vie (McManus, 1991; Navarro, 1989). C'est pour cette raison qu'elles décident de défier les autorités, même si cela est dangereux pour leur propre vie.

1.2.3 *La dimension internationale*

À partir de 1978, le cas des disparus de l'Argentine deviendra un problème international. *Amnistie Internationale* publie un rapport sur ce problème demandant que le gouvernement argentin s'explique et que les autres gouvernements du monde agissent. L'Argentine, qui est l'hôte du Mondial de football la même année, ne répond pas à ces appels tandis que la société argentine vibre pour son équipe. Malgré tout, les MPM continuent leurs marches du jeudi. À la fin de l'année, elles seront expulsées de la place de Mai pour plusieurs semaines (Bousquet, 1983).

L'année suivante, une délégation de l'Organisation des États Américains arrivent en Argentine pour enquêter sur les allégations ayant trait aux exactions. Partout dans la ville de Buenos Aires, des banderoles, installées par le gouvernement militaire, accueillent la délégation sur lesquelles on peut lire : nous sommes droits et humains (*somos derechos y humanos*). La dictature tente de cacher les violations des droits humains pour conserver ses bonnes relations diplomatiques notamment avec le gouvernement américain de Carter (Maechling, 1982). Malgré les menaces qui pèsent sur les MPM, elles vont témoigner devant la délégation qui prend note de leurs

dénonciations. Cette visite de la délégation permet aux MPM d'établir des contacts avec des organismes de défense des droits humains partout dans le monde, qui par la suite continueront les pressions internationales sur le gouvernement militaire argentin. Celui-ci est de plus en plus pressé autant de l'extérieur que de l'intérieur (Sikkink, 1993).

Sous le nouveau leadership de Hebe de Bonafini, qu'elles élisent comme leur première présidente, elles continuent la lutte malgré les menaces constantes du gouvernement. Elles doivent déserrer la place, qui leur est interdite, pendant presque toute l'année 1980. Les gouvernements étrangers exercent de plus en plus de pression sur les militaires argentins et plusieurs diminuent ou stoppent leur financement pour l'armement et les infrastructures nécessaire à la lutte des militaires contre la subversion. De leur côté, les MPM continuent leurs dénonciations constantes. Ces éléments réunis forcent les militaires à diminuer la répression pour redorer leur image, notamment au plan international. Cependant, ils ne peuvent effacer le problème des disparus et les MPM sont devenues des actrices politiques incontournables. Les violations des droits humains commises par le terrorisme d'État, souvent désigné par l'expression « Guerre Sale », vont créer un problème politique qui ne pourra être ignoré :

« The « Dirty War » had produced new political actors in Argentina – some informally connected to political parties, others, as in the case of the Madres, entirely outside the traditional political party structure – for whom the issue of the disappeared was vital, paramount, and therefore not negotiable ». (Navarro, 1989: page 254)

Pendant ces années, les MPM sont les seules à affronter publiquement le système répressif des militaires ce qui leur apporte d'abord, le respect de la population, et ensuite, la sympathie pour leur acharnement et leur courage (Feijoo et Gogna, 1990). Ce respect et cette sympathie leur donnent une certaine autorité morale dans la société argentine. Elles deviennent, dès lors, le principal symbole de la lutte contre la dictature :

« En Argentine, le pouvoir militaire fut capable de détruire les guérillas des Monteneros et de l'ERP, d'affaiblir le mouvement ouvrier, d'emprisonner et de contraindre à l'exil des politiciens, des syndicalistes, des intellectuels, et d'assassiner 80 journalistes sans même un murmure de la presse complaisante. Mais ils n'ont pas eu les armes nécessaires pour détruire les Mères de la place de Mai même quand elles n'étaient qu'une poignée et que leurs voix n'avaient pas encore retenti à l'étranger » (traduction libre) (Veiga, 1985).

1.3 La transition démocratique

1.3.1 Les problèmes économiques et la guerre des Malouines

En plus des pressions internationales qui deviennent de plus en plus fortes, le gouvernement militaire argentin est incapable de remplir ses promesses économiques. Malgré les réformes de Martinez de Hoz, les problèmes économiques du pays n'ont fait que s'aggraver et la société civile commence à critiquer les politiques économiques du gouvernement. La légitimité des militaires s'effrite, ces derniers n'ayant pas réussi à freiner, entre autres, l'inflation qui enflamme le pays depuis les années soixante. Les présidents militaires démissionnent ou sont renversés par des coups de palais les uns après les autres sous la pression du public et des militaires eux-mêmes (Fontana, 1988; Palermo, 2004).

En avril 1982, les pressions sont énormes sur les militaires argentins au pouvoir. Ils tentent alors de retrouver une légitimité en unissant les Argentins dans un projet nationaliste d'envergure : l'armée argentine envahit les Malouines. Ces dernières sont des îles de l'Atlantique Sud, sous autorité britannique, qui ont toujours été revendiquées par l'Argentine. L'invasion est rapide et couronnée de succès, les Argentins sont euphoriques. Cependant, l'euphorie est de courte durée, Margaret Thatcher, alors Première ministre du Royaume-Uni, envoie ses troupes dans l'Atlantique Sud. Le résultat est un massacre. Les militaires argentins sont écrasés et la société sous le choc. Les militaires sont alors accusés d'avoir envoyé de jeunes soldats sans expérience au combat pour sauver leur gouvernement en déroute. Les journaux sont tapissés de photos de soldats morts et laissés à eux-mêmes.

1.3.2 La libéralisation politique

Devant l'économie argentine en déconfiture de même que la légitimité et l'image des militaires considérablement affectées par la défaite des Malouines, une coalition d'hommes politiques commence à faire pression sur les militaires pour un retour à la démocratie. Plusieurs d'entre eux ont même des rencontres informelles avec les proches du pouvoir pour en discuter (Gonzalez Bombal, 2004). Au même moment, les militaires, qui n'ont pratiquement plus d'appuis dans la société civile, diminuent la répression pour laisser de plus en plus de place aux activités politiques. Déjà depuis 1981, les disparitions et les exactions ont considérablement diminué. Les partis politiques, qui ne pouvaient agir pendant les premières années de la dictature, commencent à se reconstruire.

L'alliance entre les Peronistes et les Radicaux⁴ se consolide pour continuer la pression sur les militaires. Les mouvements sociaux, notamment celui des droits humains (comprenant les MPM, mais aussi d'autres organisations comme le SERPAJ et la Ligue Argentine pour les droits humains), se mobilisent aussi pour forcer un retour à la démocratie. Le discrédit qui afflige les militaires ne leur laisse guère de choix et leur dernier président, Bignone, annonce des élections pour le printemps austral 1983. Les partis politiques sont alors réadmis dans la vie politique argentine et c'est la fin officielle de la répression.

La sélection des candidats pour les élections par des primaires, notamment chez les Radicaux, revalorise le travail des partis politiques dans la représentation politique et dans la société civile, celle-ci appréciant grandement le processus (Cavarozzi, 1986). Pendant la campagne électorale, la grande majorité des candidats dénonce les violations des droits humains commises par le Proceso. Raúl Alfonsín, chef du Parti radical et militant à l'intérieur du mouvement des droits humains, annonce que s'il est élu, il poursuivra et jugera les militaires pour leurs crimes (Alfonsín, 2004; Veiga, 1985). Il promet aussi la mise sur pied d'une commission d'enquête sur le dossier des disparus. Le thème des droits humains devient incontournable et tous les partis se présentant aux élections cherchent l'appui du mouvement des droits humains et plus particulièrement des MPM. Celles-ci ne s'engagent finalement avec aucun parti politique (Jelin et Sonderegger, 1985).

⁴ Les Péronistes sont issus du Parti justicialiste fondé par Perón et constitue une force politique incontournable en Argentine. À l'intérieur même du parti il existe plusieurs factions selon leur position sur l'échelle gauche-droite. Les Radicaux sont les partisans du parti Union civique radicale (*Union Civica Radical*) et forment l'autre parti politique de masse argentine qui fut très important au début du siècle et dont certains présidents post-Perón étaient issus dans les années 1950 et 1960.

Au même moment, les militaires adoptent la Loi de l'amnistie qui les absout de tout crime ayant été commis pendant le Proceso (Acuña et Smulovitz, 1995). Cette loi soulève la colère de plusieurs groupes faisant partie du mouvement des droits humains argentin y compris évidemment les MPM qui la dénoncent avec vigueur. Pour les MPM, les ouvertures de l'espace public et la baisse (ou même la fin) de la répression, leur permettent d'élargir leurs actions mais en même temps, les obligent à se positionner par rapport à d'autres groupes de la société (comme les partis par exemple) alors qu'auparavant elles ne s'opposaient principalement qu'aux militaires (Jelin, 1987).

En octobre 1983, Raúl Alfonsín gagne les élections avec un programme à 3 volets : redressement économique, État de droit et droits humains (Alfonsín, 2004). Les militaires quittent la Casa Rosada cependant, la transition est un pacte, une entente entre l'élite politique et militaire, et le nouveau gouvernement doit respecter cette entente et ne pas contrevenir autant que possible aux intérêts des militaires (Karl, 1990). Malgré tout, ces derniers ont très peu de contrôle sur le mouvement de transition. Ils deviennent alors un acteur social cherchant leur place dans ce nouveau paysage politique sachant que les poursuites par rapport aux crimes commis durant la dictature sont possibles (Tremblay, 2001).

1.4 Question et objectifs

Ce bref portrait historique nous permet de situer le contexte historique et politique du présent travail. La transition démocratique implique des changements institutionnels importants tels que le retour des élections, des partis politiques, du parlementarisme et de la constitutionnalité. Pour la société civile, la transition démocratique signifie : la fin de la répression, l'ouverture de l'espace public, le retour des débats politiques et des élections, la capacité ou le sentiment de pouvoir participer à la vie politique (Gazibo et Jenson, 2004; Jelin, 1987). En ce sens, la transition démocratique sert de point charnière ou de contexte, dans notre travail. Plus qu'un processus politique à analyser, elle constitue pour nous le point de départ de changement dans deux domaines de la politique argentine : les mouvements sociaux et les modes de représentation politique.

Ces changements politiques ont eu, comme mentionné précédemment, une incidence importante sur les MPM. La question qui sous-tend ce travail est la suivante : quel est le processus de construction de l'identité collective des MPM dans le contexte de transition démocratique qui se déroule de 1982 à 1987? Deux objectifs de recherche découlent de cette question générale : 1) comprendre la transformation identitaire du groupe durant cette période et 2) analyser les relations que les MPM entretiennent avec le système de représentation politique argentin dans un contexte de changements politiques et sociaux importants.

Dans la section suivante, nous présentons la littérature existante sur les MPM afin de situer notre travail et notre questionnement de recherche.

2 Cadre théorique

2.1 Revue de littérature

La littérature sur les MPM est abondante et elle couvre une période variée. Elle se divise en trois grands types de travaux : les travaux historiques et biographiques, les études empiriques, c'est-à-dire les travaux dans lesquels les MPM représentent une étude de cas et les analyses considérant les MPM comme un mouvement de femmes. Ce dernier ensemble de travaux se subdivise lui-même en trois: les analyses socio-politiques de la maternité, les analyses portant sur la frontière entre le privé et le public et les analyses traitant de l'action non-violente.

2.1.1 Les ouvrages historiques et les biographies

Plusieurs auteurs se sont intéressés à l'histoire des MPM. Les MPM elles-mêmes ont publié deux livres sur l'histoire de leurs actions collectives. Tout d'abord, un ouvrage relate l'histoire des MPM en se basant sur un discours donné par la présidente de l'Association, Hebe de Bonafini, et sur le travail d'une militante et journaliste travaillant avec les MPM qui couvre la période de 1977 à 2003 (Madres de plaza de Mayo, 2003). Le deuxième ouvrage se concentre sur l'histoire des marches de la résistance, ces manifestations de vingt-quatre heures que les MPM tiennent chaque année depuis 1981. L'auteur, qui représente les MPM, y décrit les principaux slogans et discours promus lors de cet événement annuel (Madres de plaza de Mayo, 2004).

En 1983, le journaliste français Bousquet (1983) de l'Agence France-Presse, très près des MPM dès le départ, relate l'histoire des MPM sous la forme d'un témoignage de leurs débuts jusqu'aux premiers signes de l'ouverture démocratique de l'Argentine. Il n'aborde malheureusement pas la période qui nous intéresse, mais l'ouvrage constitue une référence importante puisqu'il nous aide à comprendre les origines du groupe. Simpson et Bennett (1985), dans un ouvrage similaire sur les disparus et les MPM, intègrent une dimension historique plus large puisque leur travail couvre la période de la dictature jusqu'au rapport de la CONADEP en 1984.

Dans une démarche sociohistorique, Veiga (1985) trace lui un portrait du mouvement des droits humains (MDH) en Argentine selon trois types de groupes (familles de victimes, organisations de défense des droits et organisations confessionnelles), et relate l'histoire de chacun de ces groupes pendant la dictature et pendant les premières années de la démocratie. Dans le chapitre consacré aux MPM, basé sur l'étude descriptive des événements récents, Veiga soutient que leur action pendant la dictature leur a donné une légitimité sans précédent en Argentine alors que la transition démocratique les aurait ramenées à un statut plus marginal, le gouvernement et la société civile les considérant trop intransigeantes. Ainsi, Veiga note une certaine radicalisation du groupe même si « les positions des Mères ne s'étaient ni endurcies ni modifiées » (traduction libre) (1985 :p.48).

2.1.2 Les études empiriques

Bosco (2001), se questionnant sur les logiques de la persévérance de l'action collective, utilise le cas des MPM afin d'illustrer comment les lieux de cette action collective et les réseaux de proximité au sein du groupe ont une importance centrale

dans la pérennité de leur lutte. Ainsi, la place de Mai et la relation d'immense confiance entre les mères militantes ont contribué à solidifier leur action collective et permis qu'elle perdure dans le temps. Dans une autre étude qui s'intéresse à des dimensions différentes de l'action, Sikkink (1993) décrit les impacts de l'utilisation des réseaux internationaux, notamment en Europe, sur le mouvement. Les MPM, face à la situation politique bloquée par la répression politique, se sont servies des réseaux internationaux d'appui à leur cause pour faire pression sur la dictature militaire à travers les différents gouvernements nationaux.

2.1.3 Le mouvement des Mères de la place de Mai

Pour Feijoo et Gogna (1990), l'analyse d'un mouvement qui s'organise et se mobilise sur la base de la maternité met en lumière la place des femmes dans la société et la relation des femmes avec la politique (p. 90). Elles identifient trois logiques importantes de l'action collective des MPM : la maternité, la redéfinition de la frontière entre privé et public et l'action non-violente. Pour les auteurs, ces trois logiques sont très pertinentes pour l'analyse du mouvement des femmes en Argentine, elles constituent des logiques transversales à tous les groupes et représentent des éléments de base pour analyser l'action collective des femmes pendant la transition démocratique en Argentine. Ces trois dimensions reflètent aussi la manière dont se construit une partie de la littérature sur les MPM.

Les analyses socio-politiques de la maternité

Les MPM mettent beaucoup d'emphasis sur la dimension maternelle de leur action collective. Martin (1989) s'est intéressé à ce phénomène sous l'angle de la

psychologie sociale relevant que pour les MPM, les rôles mère-enfant ont été inversés ce qui fait dire à ces dernières qu'elles sont en état de « grossesse permanente » et même qu'elles sont les premières mères accouchées par leurs enfants. Reprenant les thèmes conservateurs proposés par la dictature, les MPM ont construit un contre-discours basé sur le seul espace d'action qui leur ait été alloué, leur statut de mère, récupérant ainsi l'emphase mise sur les valeurs familiales conservatrices par le gouvernement militaire.

Pour Bouvard (1994), les MPM ont transformé les modes de l'action collective, en Argentine et ailleurs, par l'utilisation de la maternité comme une force politique et ont répondu à la terreur « rationnelle » des militaires par la folie et l'anarchisme. En effet, les MPM ont misé sur l'intransigeance de l'amour d'une mère pour son enfant dans leur relation avec les différents gouvernements (militaires ou civils) afin d'obtenir des réponses de leur part. Elles en sont venues, par ce processus, à se considérer comme les mères de tous les Argentins et à placer leurs revendications dans une logique mère-enfant avec la société argentine : elles appellent ce processus la socialisation de la maternité. Elles ont par conséquent transformé la maternité en passant de la passivité à l'action. Elles ont également modifié l'action collective des femmes par l'introduction de revendications basées sur la maternité jusqu'alors considérées comme peu mobilisatrices (Burchianti, 2004).

Les analyses sur la redéfinition de la frontière entre public et privé

La contestation de la séparation de la sphère publique et de la sphère privée constitue un élément fondateur des mouvements de femmes. Plusieurs auteurs, pour la plupart

à partir d'une approche féministe, se sont penchés sur la contestation de cette frontière par l'action collective des MPM, elle-même basée sur la maternité, une dimension considérée comme provenant de la sphère privée (Taylor, 2000; Fabj, 1993).

Ainsi, Navarro (1989) affirme que, pour les MPM, le « personnel est politique » parce qu'elles ont transformé un problème qui semblait n'être que personnel et ne concerner que les familles des victimes en un problème politique national par la mise en commun de leurs expériences personnelles. D'ailleurs, ce problème « personnel » et l'utilisation de la maternité dans les mobilisations, leur ont permis d'être politiquement invisibles et, par conséquent, d'être en partie protégées de la répression militaire pendant la dictature et indépendantes des partis politiques pendant la transition démocratique. En revanche, elles ont continuellement affirmé que leur lutte était sans contredit politique (Navarro, 1989 : 258).

Les analyses sur la dimension non-violente de leur action collective

Plusieurs auteurs se sont intéressés à la dimension pacifique et non-violente de l'action collective des MPM, notamment dans le contexte d'un terrorisme étatique meurtrier et particulièrement violent (MacManus, 1991). Cette action collective pacifique et non-violente a donné de la légitimité au groupe, tant à l'échelle nationale qu'internationale, puisqu'elle contrastait fortement avec la répression militaire, mais aussi, pour une grande partie de la population, avec l'action politique violente qui était présente avant l'arrivée des militaires. De plus, cette stratégie non-violente a créé en Argentine des espaces permettant à d'autres femmes qui ne participaient pas

au sein de mouvements sociaux et politiques de s'impliquer dans ce mouvement de paix (Hernandez, 2002 : p. 405).

Cette recension des écrits traitant spécifiquement des MPM nous permet de mettre en lumière la diversité des dimensions et des approches théoriques empruntées par les ouvrages qui se sont intéressés à ce groupe. Parmi ces derniers, il est possible de constater que peu de travaux se sont penchés sur la période historique de la transition démocratique qui nous intéresse et, lorsque c'est le cas, (Madres de plaza de Mayo, 2003 ; Simpson et Bennet, 1985 ; Veiga, 1985), il s'agit principalement de documents empruntant une approche journalistique et historique qui nous informent peu sur les dimensions de l'action collective du groupe.

Les autres documents consultés étudient les MPM soit pendant la période dictatoriale (Bousquet, 1983; Martin, 1989), soit plus récemment (Burchianti, 2004; Madres de la plaza de Mayo, 2003) ou encore dans une perspective plus large, non définie temporellement, et orientée davantage sur les caractéristiques internes du groupe. Ainsi, Bosco (2001), Sikkink (1993), Bouvard (1994), Taylor (2000), Fabj (1993), MacManus (1991), Hernandez (2002) et Navarro (1989) posent, sur les MPM, un regard précis, ciblé sur leur dynamique interne et leur dimension privée, sans nécessairement appréhender le contexte politique dans lequel elles s'insèrent.

Ainsi, malgré l'abondante littérature sur les MPM, peu ou pas d'auteurs selon nous se sont intéressés à la relation construite entre la dynamique interne des MPM et l'environnement politique argentin, objet du présent travail.

Ce dernier constat nous a amené à nous tourner vers les écrits s'intéressant plus largement au mouvement des droits humains argentin (MDH), dont les MPM font partie.

2.1.4 Le mouvement des droits humains et la politique argentine

Contrairement aux écrits centrés sur les MPM, ceux abordant la relation du MDH en Argentine avec le système politique sont nombreux. Par exemple, Roniger et Sznajder (1999), abordent la relation entre le MDH et la politique argentine pendant la transition démocratique, en se penchant sur les contraintes structurelles qui caractérisent cette relation. En effet, pour ces auteurs, les sociétés du cône Sud ont eu à confronter leur passé et les violations massives des droits humains qui s'y sont déroulées. Ces pays ont dû, par la suite, établir les bases de la réconciliation en travaillant à la reconstruction de leur histoire et en tentant de juger les responsables. Par conséquent, les gouvernants et les différents secteurs de la société civile adoptaient des visions contrastées: la nécessité de gouvernance et la volonté de consolider la démocratie faisaient face aux attentes normatives de réparation et de justice et à l'impossibilité de consolider la démocratie sans tenir compte des violations des droits humains (Roniger et Sznajder, 1999 : p. 2).

Dans les années 1980, pendant la transition démocratique et la présidence de Alfonsín, plusieurs chercheurs, argentins pour la plupart, s'intéressent au mouvement et à son impact possible dans le processus de démocratisation. Brysk (1994) s'est intéressée à cet impact sous l'angle des changements de politiques induits par les MPM, c'est-à-dire aux réponses institutionnelles aux demandes du mouvement. Pour le MDH, avec l'arrivée de la démocratie, trois demandes étaient centrales : la vérité,

la justice et l'institutionnalisation de la politique des droits humains. Si les deux premières demandes ont été réalisées par la CONADEP et le jugement des juntes, l'institutionnalisation des droits humains est plus problématique. Néanmoins, l'impact du mouvement sur la société civile et la culture politique en Argentine ainsi que la mobilisation soutenue du mouvement ont permis de réformer la politique des droits humains et de contribuer à la première passation de pouvoir entre deux élus civils en Argentine en 1989 (Brysk, 1994).

De son côté, Bonner (2003) s'est intéressée aux cadres symboliques utilisés par le MDH pendant la transition démocratique et aux résultats obtenus dans leurs relations avec les gouvernements. Selon Bonner (2003), l'utilisation de la symbolique de la famille et de la protection de son intégrité dans les négociations avec les divers gouvernements a permis au mouvement d'élargir le spectre des droits reconnus pendant la démocratisation en Argentine.

González Bombal et Sondereguer (1987) et Delgado et Palermo (1989) se sont d'ailleurs attardés aux thématiques du mouvement pendant la transition, en évaluant, à l'aide d'une approche tourainienne, l'impact de ces thématiques sur la politique argentine. Trois conclusions sont avancées: le MDH a fait des violations des droits humains un véritable conflit social ce qui a diminué la marge de manœuvre des militaires au moment de la transition; il est en grande partie responsable de la reconstruction de la communauté politique en Argentine et de la coupure symbolique avec la dictature militaire; enfin, par ses demandes de justice, il a permis une transformation de la culture politique argentine et forcé les partis politiques, les

syndicats et les autres acteurs sociaux et politiques à se positionner sur la question des droits humains.

L'action collective qui caractérise le MDH a été étudiée sous différents angles. Par exemple, certains auteurs se sont intéressés aux contraintes institutionnelles auxquelles le MDH a dû faire face (Roniger et Sznajder, 1999) alors que d'autres se sont plutôt penchés sur les réponses institutionnelles aux demandes de ce mouvement (Bonner, 2003 et Brysk, 1994). Toutefois, ces ouvrages se situent, selon nous, dans une perspective plutôt mécaniciste, faisant peu de cas des dynamiques internes du mouvement, réduisant l'action collective à une « action sans acteur » et à des « acteurs sans action » (Melucci, 1989 : p. 18)

Bien que Gonzalez Bombal et Soderenguer (1987) ainsi que Delgado et Palermo (1989) échappent à cette perspective réductionniste par l'étude des transformations sociales engendrées par le MDH, leur analyse privilégie une compréhension globale, laissant de côté les disparités au sein du mouvement. Dans ce sens, le MDH constitue un ensemble pluriel d'acteurs politiques argentins, aux positions hétérogènes, voire même conflictuelles (Veiga, 1985). Comme l'affirment Roniger et Sznajder (1999), les MPM sont particulières au sein du MDH parce que plusieurs éléments les distinguent des autres groupes, notamment leur contestation ouverte de la répression pendant la dictature de même que leur popularité au sein de la société civile. Ainsi, bien que les derniers écrits présentés nous permettent de saisir l'importance du MDH dans la transition démocratique argentine et son influence sur cette dernière, il est nécessaire, selon nous et compte tenu de leurs spécificités comme acteur politique,

d'étudier de façon particulière les MPM, afin d'être en mesure de comprendre leur action collective entre 1982 et 1987.

Également, à la lumière de cette revue de littérature, cette étude de l'action collective des MPM gagnera à être réalisée dans une perspective plus constructiviste. Nous avons choisi l'analyse des mouvements sociaux proposée par Melucci.

2.2 Melucci et l'identité collective dans l'étude des mouvements sociaux

Afin de situer ce travail par rapport à l'approche constructiviste des mouvements sociaux et ainsi de répondre à notre question de recherche, nous présentons, dans la présente section, les choix théoriques et les outils conceptuels sur lesquels s'appuie ce travail. Nous nous attardons sur l'approche des mouvements sociaux telle qu'élaborée par Melucci (1989; 1996) et plus précisément sur son concept d'« identité collective ».

Les théories sur les mouvements sociaux se divisent, classiquement, en deux grandes traditions (Neveu, 2002): la première, d'origine américaine (Olson, 1965; MacCarthy et Zald, 1977; McAdam, 1988, 2003; Snow et Davis, 1995; McAdam, McCarthy et Zald, 1996; Tarrow, 1996, 1998; Snow et Bendford, 2000; McAdam, Tarrow et Tilly, 2001; Meyer, 2002) et la seconde, de provenance européenne (Touraine, 1978; Melucci, 1989, 1996, 1997; Castells, 1999). Dans ce mémoire, nous nous situons à l'intérieur de la tradition européenne, en ayant recours à l'approche théorique développée par Melucci sur les nouveaux mouvements sociaux (1989; 1996, 1997).

Notre choix de cette approche se fonde sur son positionnement constructiviste radical. En effet, par le fait qu'elle se base sur des aspects relationnels, qu'elle mette l'emphase sur le processus de construction de l'identité collective et qu'elle reconnaisse la subjectivité des acteurs en présence, l'approche des mouvements sociaux de Melucci se démarque des autres approches théoriques appréhendant les mouvements sociaux.

Ce positionnement se reflète également dans les outils mis en œuvre par Melucci. En effet, dans cette approche, l'action collective est étudiée par le biais de l'identité collective. Le concept d'identité collective est le reflet du souci de Melucci d'éviter de contraindre l'action collective à un déterminisme structurel ou encore de la considérer comme étant la somme d'intentions individuelles. Tel qu'affirmé par Melucci, on ne peut considérer « collective action either as an effect of structural conditions or as an expression of values and beliefs » (p. 26). Dans les lignes qui suivent nous définissons cette notion et par le fait même exposons son utilité dans le cadre du présent travail.

2.2.1 L'identité collective

Pour Melucci, l'identité collective assure la continuité et la permanence du mouvement dans le temps et établit les limites de celui-ci à l'intérieur de son environnement. Selon l'auteur, l'identité collective est une construction d'un système d'action, c'est-à-dire :

« [...] an interactive and shared definition produced by several interacting individuals who are concerned with the orientations of their action as well as the field of opportunities and constraints in which their actions take place. » (Melucci,

1989 : 34)

Analytiquement, l'identité collective se développe dans la tension entre l'*identité* construite et défendue par le mouvement (interne) et la reconnaissance des autres acteurs de la société impliqués dans le *conflit* (externe) (Melucci, 1996).

Ce que Melucci dénomme la dimension interne de l'identité collective correspond à l'autodéfinition du groupe qui englobe ses revendications, ses motivations, ses stratégies et ses actions :

« Considered as a process, collective identity involves at least three fundamental dimensions which are in reality closely interwoven : first, formulating cognitive frameworks concerning the goals, means and environment of action ; second, activating relationship among the actors, who communicate, negotiate, and make decisions ; and third, making emotional investments, which enable individuals to recognize themselves in each other » (Melucci, 1989 : 35).

Cette dimension de l'identité collective constitue également un processus d'apprentissage qui permet à l'acteur collectif de développer avec le temps une plus grande capacité à résoudre les problèmes posés par son environnement. De ces apprentissages découlent de nouvelles définitions créatrices d'unité qui permettent au mouvement d'intégrer les éléments du passé avec ceux qui émergent dans le présent (Melucci, 1996 : 75).

En parlant de cette facette de l'identité collective, Castells (1999) avance que les mouvements sociaux doivent être analysés et compris dans leurs propres termes : les mouvements sociaux « sont ce qu'ils disent qu'ils sont » (Castells, 1999 : p. 91). Pour cette raison, ce sont leurs pratiques, tant les actions que les discours, qui reflètent l'autodéfinition du mouvement.

2.2.2 *La dimension externe : représentation politique*

Lorsqu'il se réfère à la dimension externe de l'identité, Melucci aborde la définition du mouvement en regard avec les autres acteurs politiques. En effet, au sein du système d'action de l'identité collective, le mouvement est engagé dans un processus de différenciation par rapport à son environnement créant ainsi son identité. Ce processus est relationnel : le mouvement se doit d'être capable de se situer dans son propre environnement puisqu'il ne peut construire son identité sans la reconnaissance (ou l'opposition de cette reconnaissance) des autres acteurs sociaux et politiques. Ainsi, on ne peut penser l'identité collective sans considérer en même temps le contexte dans lequel vit le mouvement à l'étude :

« when actors produce their collective action they define both themselves and their environment (other actors, available resources, opportunities and obstacles). Such definitions are not linear but are produced by interaction, negotiation and conflict » (Melucci, 1989 : 26).

« [...] the unity of collective action, which is produced and maintained by autoidentification, rests on the ability of a collective actor to locate itself within a system of relations. A collective actor cannot construct its identity independently of his recognition (which can also mean denial or opposition) by other social and political actors » (Melucci, 1996 : 73).

Par conséquent, ces contextes politiques et sociaux composant la dimension externe de l'identité collective sont définis par l'acteur lui-même à travers ses discours et ses actions. L'environnement est ainsi constitué par les représentations que l'acteur se fait des contextes et des acteurs auxquels il est associé.

Ce bref aperçu du concept d'identité collective de Melucci nous amène à considérer l'importance de la bidimensionnalité de ce concept. Comme le souligne Castells :

« définir chaque mouvement dans les termes de sa propre dynamique spécifique, et étudier son interaction avec les processus généraux et qui sont modifiés par son existence même » (Castells, 1999 : 91).

En ce sens, et en cohérence avec l'approche de Melucci, nous prendrons soin d'accorder une attention particulière à ces deux dimensions. D'une part, nous nous intéresserons au processus de transformation de l'identité collective, tel que vécu au sein du groupe, à travers les discours et les actions entreprises par les MPM. D'autre part, nous nous assurerons de considérer le contexte politique et temporel dans lequel s'insère les MPM, toujours en partant de leur point de vue. Ainsi, les processus parallèles, tels que les changements dans la représentation politique, c'est-à-dire, dans l'ensemble des relations entre la société et le pouvoir, en particulier étatique (Laycock, 2004), seront pris en compte.

3 Méthodologie

Dans cette section, nous exposons quels sont les choix méthodologiques de notre démarche en expliquant la pertinence de l'analyse de discours pour cette recherche et la démarche analytique qui y est liée, les principales sources documentaires sur lesquelles nous basons notre corpus d'analyse et le choix de la période étudiée.

3.1 Choix de l'analyse de discours

Pour débiter, il nous paraît important de rappeler notre question de recherche : quel est le processus de construction de l'identité collective des MPM dans le contexte de transition démocratique qui se déroule de 1982 à 1987? Pour répondre à cette question, nous partons de l'acteur, du mouvement lui-même, c'est-à-dire des MPM et de leurs discours. Comme nous l'avons mentionné dans le cadre théorique, les mouvements sociaux « sont ce qu'ils disent qu'ils sont » (Castells, 1999 : 91) et par conséquent c'est à travers les discours et les actions des mouvements que nous pouvons les définir. Mais aussi, comme le mentionne Melucci (1989), ces discours et ces actions en disent beaucoup sur leur environnement. Ainsi, pour analyser l'identité collective des MPM, nous partons de leur définition d'elles-mêmes et de leur environnement.

En sciences sociales, selon Duchastel (1993), deux statuts sont accordés au discours :

« D'un côté, le discours est considéré comme source de savoir, ce qui se traduit souvent par le recours à une méthodologie traditionnelle qui procède à l'analyse du contenu de documents, d'entrevues ou de témoignages. De l'autre, le discours n'est plus considéré comme réceptacle commode du sens à donner à des actions ou à des

situations, mais devient processus social à part entière, dont précisément, l'analyse – du discours – doit rendre compte » (Duchastel, 1993 : 159).

De cette dichotomie, deux visions de l'analyse du discours sont nées. La première, dans une perspective d'interprétation, analyse le contenu sans dégager les caractéristiques du fonctionnement langagier dans le discours, cherchant « à caractériser par le discours une réalité qui lui est extérieure, que ce soit l'action sociale, les rapports de classe, les institutions... » (Duchastel, 1993 : 159). La deuxième, inspirée par la linguistique et l'analyse structurale (Sapinski, 2002), constitue plus proprement une analyse du discours dont le but est « de mettre en évidence et d'interpréter la relation entre les régularités du langage et les significations et les finalités exprimées à travers le discours » (Charaudeau et Maingueneau, 2002 : 43). Or, selon Duchastel (1993), on ne peut affirmer analyser le contenu ou le discours sans tenir compte, dans une certaine mesure, de l'une ou l'autre des dimensions (construction socio-historique dans un cas et fonctionnement langagier dans l'autre) car cette distinction entre contenu et discours n'est plus appropriée (l'emploi de « analyse de discours » pour chacune des visions est alors acceptable). Dans chacune des positions, il est nécessaire d'établir au préalable ce que l'on cherche à faire avec l'analyse pour dépasser l'opposition entre explication et interprétation, en considérant ainsi l'interprétation comme une démarche scientifique (Duchastel, 1993; Duchastel et Armony, 1996).

Nous adoptons dans cette recherche, l'analyse de discours inspirée de l'École française qui « favorise le rapport entre les composantes historiques et linguistiques du discours et privilégie l'étude des discours social et politique » (Duchastel,

1993 :160). Nous cherchons à identifier le discours comme action sociale, à la lumière d'un contexte socio-historique, sans nier les régularités linguistiques. Pour ce faire, nous regroupons les discours par thèmes en cohérence avec les positions théoriques exposées précédemment. Cette analyse thématique nous permet de dégager l'évolution du discours en fonction des événements qui ont marqué la transition démocratique. Par cette démarche, nous estimons être en mesure de comprendre la construction de l'identité collective des MPM de 1982 à 1987.

3.2 Démarche de l'analyse

Notre analyse, basée sur notre cadre théorique, se divise en deux étapes.

La première étape décrit l'identité collective interne des MPM. Tel qu'affirmé dans le cadre théorique, cette dimension de l'identité collective correspond à l'autodéfinition du groupe comprenant ses revendications, motivations, stratégies et actions. Par conséquent, nous avons analysé le corpus en fonction des quatre thèmes d'analyse suivants : 1) autodéfinition, 2) vision de la démocratie et de la dictature, 3) revendications et motivations et 4) actions.

Le thème « autodéfinition » est composé des processus de l'autodéfinition du groupe, ses points de repère sociaux et politiques, mais aussi à qui et avec quoi les MPM s'associent. Par conséquent, nous cherchons à répondre, lors de l'analyse du corpus, aux questions suivantes : « qui sont-elles ? » et « comment se voient-elles ? ». Par exemple, si le groupe affirme qu'il est non partisan, cela relève pour nous de l'autodéfinition.

Le deuxième thème est celui de la « vision de la démocratie et de la dictature », c'est-à-dire, comment les MPM voient leur environnement politique présent et passé ou, comme dans l'analyse de Castells (1999), comment elles décrivent les processus politiques et sociaux à l'intérieur desquels elles s'inscrivent. En exposant ces visions, elles projettent une part d'autodéfinition puisqu'elles s'associent à une démocratie souhaitée et s'éloignent des caractéristiques de la dictature. Dans notre analyse, nous cherchons à exposer leurs positions et évaluations de la démocratie en construction de même que de la dictature passée. Concrètement, nous relèverons toute prise de position dans notre corpus ayant trait à ces deux éléments.

Le troisième thème est celui des « revendications et des motivations » avec lesquels les MPM expriment ce qu'elles veulent et pourquoi. Nous cherchons à voir si, dans le temps, leurs revendications et motivations ont changé et nous cherchons à lier ces changements à ceux ayant pu survenir dans les processus d'autodéfinition par exemple. Avec ce thème, s'inscrit dans notre analyse l'articulation proprement dite des intérêts. Dans les revendications sont comprises toutes les demandes des MPM, ce qu'elles veulent, ce qu'elles cherchent ainsi que les raisons qui les poussent à le faire, qu'elles soient idéologiques ou stratégiques.

Le quatrième thème est celui des « actions » puisque c'est à travers les actions que les identités, les revendications et les différentes visions du monde prennent un sens pour le groupe en l'exposant au monde qui l'entoure (Melucci,1989). En effet, c'est à travers les actions que les discours deviennent publics. De plus, les actions deviennent aussi des discours puisqu'elles sont remplies de symboles, d'alliances et

de justifications. Par exemple, le fait de manifester auprès d'un acteur plutôt qu'un autre a des implications identitaires.

Pour la deuxième étape, nous nous attardons plus particulièrement à la dimension externe de l'identité collective, soit la relation des MPM avec les autres acteurs politiques de la période étudiée.

Afin d'identifier ces derniers, nous nous sommes servis des résultats de la première partie de l'analyse et pour faire ressortir les acteurs politiques qui y occupent une place importante. Si dans la première partie de notre analyse certains thèmes étaient utilisés a priori selon les théories des mouvements sociaux, cette partie de l'analyse est de nature plus émergente. C'est après la première lecture, celle sur l'identité collective interne du mouvement, que les autres acteurs présents dans la représentation politique émergent puisque selon Melucci (1989) et Castells (1999) l'analyse de l'identité collective du groupe permet la définition, par celui-ci, de l'environnement dans lequel il s'insère. Cette procédure nous permettra de connaître qui sont les acteurs faisant partie de la représentation politique selon les MPM et d'analyser, dans un deuxième temps, les changements de la relation à ces acteurs entre 1982 et 1987. Nous avons relevé ensuite l'estimation que les MPM ont fait du pouvoir d'influence de chacun de ces acteurs.

Cette seconde étape nous conduit à utiliser le concept de structure de la représentation politique, tel que développé par Dufour (2004). Selon cet auteur : « dans une société donnée, il existe une « structure de représentation » qui détermine, en partie tout au moins, qui sont les acteurs influents dans les processus de décision publique et

comment ceux-ci vont entrer en relation » (2004 : 162)⁵. Ainsi, l'étude des processus liés à la construction de l'identité collective des MPM doit s'intéresser aux relations entretenues avec les autres acteurs politiques, puisque c'est aussi à travers ces dernières que l'identité collective se construit. Ainsi, la structure de représentation est un contexte de relation de pouvoir. En revanche, si pour Dufour (2004) la structure de représentation est analysée en soit, nous adoptons une conception plus constructiviste, en lien avec l'approche de Melucci (1989; 1996). Pour nous, la structure de représentation émerge des discours et des actions des groupes qui la composent.

Dans le tableau suivant (Tableau I), nous présentons notre démarche méthodologique et les questions de l'analyse qui y sont liées.

⁵ D'abord développé par Mahon (1977) qui l'utilisa pour désigner la production et la reproduction des relations à l'intérieur de l'État entre différents acteurs principaux selon un ordre plus ou moins stable sans être immuable, le concept de structure de la représentation se réfère, dans le cas qui nous intéresse, à l'utilisation et la définition plus large qu'en fait Dufour. La structure n'est pas nécessairement aliénante mais une contrainte ou un avantage pour les groupes et les acteurs impliqués. À certains moments, les événements politiques permettent à certains groupes de prendre une place plus grande à l'intérieur de la structure. Tout comme les groupes peuvent, grâce à leur action s'intégrer à la structure et y avoir une certaine influence (Dufour, 2004).

Tableau I – Démarche de la méthodologie

	Première étape	Deuxième étape
Théorie	<i>Identité collective interne</i>	<i>Identité collective externe (structure de la représentation)</i>
Questions théoriques	<i>Quelle est l'identité collective interne du groupe ?</i>	<i>Qui sont les acteurs de la représentation ? Quelle est l'évaluation du pouvoir et de l'influence ?</i>
Analyse	<i>Analyse par thèmes (choisis préalablement en fonction de l'approche théorique choisie)</i>	<i>Analyse par acteurs (émergents après la première étape)</i>
Objet d'analyse	<i>Quatre thèmes choisis en lien avec le concept d'identité collective :</i> -Auto-définition du groupe ; -Vision de la dictature et de la démocratie ; -Revendications et motivations ; -Actions.	<i>Acteurs analysés :</i> -Militaires ; -Président Alfonsin ; -Les partis politiques ; -Église ; -Syndicats ; -Mouvement des droits humains ; -Médias.
Questions spécifiques d'analyse	-Qui sont-elles ? -Comment voient-elles leur passé ? -Comment elles voient leurs luttes? -À quelles causes s'associent-elles? -Qui sont leurs ennemis et amis? -Les ennemis sont-ils à combattre ou à craindre? -À qui s'adressent-elles? -Qu'est-ce qu'elles cherchent et revendiquent? -Quelles sont les raisons évoquées pour motiver leurs objectifs et leurs revendications (dimensions stratégique et idéologique)? -Quelles sont les actions posées en lien avec ces objectifs?	Acteurs de la représentation : -Avec qui sont elles en relation – qui sont les autres acteurs? -Quelle est la nature de cette relation (notion de densité et de distance)? Structure de la représentation selon les MPM : -Comment les autres acteurs agissent et peuvent agir? -Sont-ils près du pouvoir? -Est-ce qu'ils influencent ou peuvent influencer le pouvoir?

3.3 Choix des sources

Trois sources documentaires seront analysées pour cette recherche à l'intérieur de la période étudiée : le « Bulletin officiel », le « Bulletin informatif » et le journal *Madres de plaza de Mayo* (la liste complète des numéros est ajoutée à l'annexe 2). Chacune de ces sources comprend d'abord le discours des MPM sur elles-mêmes, sur la situation sociale et politique en Argentine et sur les acteurs de la représentation. Toutes ces sources sont des prises de positions mais aussi des analyses de leur mouvement et rassemblent une grande partie des revendications, motivations et actions des MPM.

3.3.1 *Bulletin officiel*

Le Bulletin officiel (« BO » dans l'analyse) constitue un organe de communication interne mensuel, dans lequel les MPM publient les annonces des principales activités du groupe et des prises de positions par rapport aux événements politiques et sociaux mais aussi des poèmes, des peintures et des chansons. Le Bulletin officiel sert ainsi à partager de l'information entre les Mères pour bâtir une certaine vision commune. Ce Bulletin a été publié jusqu'en septembre 1982, et par conséquent, seul ce dernier bulletin fait partie de notre corpus.

3.3.2 *Bulletin informatif*

Le Bulletin officiel a été remplacé par le Bulletin informatif (« BI » dans l'analyse) en décembre 1982. Il se veut une revue thématique de l'actualité mensuelle autour du débat sur les disparus et les droits humains ainsi que sur toute information susceptible d'être pertinente pour les MPM. Au départ, les MPM y font peu de commentaires et publient très peu leurs revendications. Cependant, après quelques mois, le bulletin

comprendra une section « Les Mères opinent » dans laquelle elles exposent leurs revendications et visions de la situation politique et sociale argentine. Aussi, elles ajoutent parfois aux nouvelles qu'elles publient, un petit commentaire critique sur l'événement. Les Bulletins informatifs, tout comme le Bulletin officiel, seront analysés entièrement.

3.3.3 *Journal Madres de plaza de Mayo*

La dernière source documentaire du corpus sera le journal *Madres de plaza de Mayo* (« JMPM » dans l'analyse), qu'elles publient à partir de décembre 1984, inspiré par le modèle des quotidiens. Les numéros comprennent : la « une », un éditorial, des articles, des chroniques, des photos, et une section « Mères dans la rue » dans laquelle elles recensent toutes les activités des MPM pendant le mois précédent. Pour les journaux, seules les sections qui nous semblent les plus pertinentes seront analysées. Tout d'abord, nous analyserons la « une » parce qu'elle constitue en soit une revendication ou une opinion. En effet, elle donne d'abord le ton au journal, elle situe les principaux événements en importance pour les MPM, et parfois, elle accuse certains acteurs. La « une » est un élément incontournable pour comprendre la période selon la vision des MPM. Ensuite, nous avons choisi l'éditorial, et tous les articles signés par les MPM, parce qu'ils représentent des moyens importants d'expression de leurs opinions, de leur vision du monde, leurs revendications, leurs actions et leurs relations avec les autres acteurs. De plus, la section « Mères dans la rue » sera aussi analysée parce qu'elle comprend un résumé des actions des MPM et de ceux qu'elles considèrent comme des alliés. En général, pour chaque numéro de *Madres de plaza de Mayo*, il y a une dizaine de pages à analyser. Le dernier numéro

analysé est celui du mois d'août 1987 (33) quelques mois après le soulèvement de la semaine sainte d'avril 1987.

3.4 Le choix de la période

La plupart des analystes de la « transitologie » balisent la période de transition démocratique en Argentine selon le mandat électoral du président Alfonsín, c'est-à-dire, de décembre 1983 à 1989, en ciblant les élections comme événement fondateur (O'Donnell et al., 1986). Toutefois, cette périodisation n'est pas représentative selon nous du changement dans la représentation politique qui est à l'œuvre. Dès 1982, la répression est beaucoup moins forte ce qui permet aux groupes de s'exprimer. Mais aussi, cette périodisation exclut la campagne électorale de 1983 qui est très importante pour notre analyse puisque la relation entre les MPM et les partis politiques est très intense durant cette campagne.

Nous avons donc choisi d'analyser la période allant de septembre 1982 jusqu'au mois d'août 1987, c'est-à-dire, du début de la fin des militaires (libéralisation politique), au début de la fin d'Alfonsín (l'été suivant les soulèvements de Pâques) (Tedesco, 1999). Le choix du début de la période concorde avec les discussions de plus en plus soutenues des militaires avec les dirigeants de la *Multipartidaria* et la promesse de retour à la démocratie. En septembre 1982, les MPM parlent pour la première fois dans leur Bulletin officiel d'un retour possible à la démocratie. C'est aussi au mois de septembre que les MPM publient pour la première fois une demande aux militaires et politiciens exposant la transition démocratique qu'elles souhaitent.

Le choix de la fin de la période ne concorde pas non plus avec les analyses traditionnelles de la transition démocratique. Nous avons choisi de nous arrêter en 1987, et non en 1989, parce que c'est à partir de 1987 que les militaires commencent à se rebeller dans leurs casernes, s'opposant à ce qu'ils soient poursuivis pour les crimes commis pendant la dictature. En effet, en avril 1987, des sous-officiers menacent d'un coup d'État le président Alfonsín s'il ne les absout pas immédiatement. Alfonsín, pressé par la population de ne pas se laisser intimider, mais menacé par les militaires, finit par plier. C'est à ce moment qu'est adoptée la loi de l'« obéissance due » ce qui permet de clore le débat sur le jugement des militaires. Dès lors, Alfonsín n'est plus libre de son pouvoir, et le thème des droits humains, si cher aux MPM, est mis de côté pour sauver la démocratie. De plus, le pouvoir politique des militaires est confirmé et ces derniers sont alors reconnus comme des acteurs politiques influents, malgré la volonté d'Alfonsín de soumettre au président le pouvoir militaire (Pion-Berlin, 1991, Dubé, 2001).

Entre 1982 et 1987, plusieurs événements importants sont à mentionner dont l'élection d'Alfonsín le 30 octobre 1983 et son discours inaugural le 10 décembre de la même année. Soulignons aussi, en décembre, la création de la CONADEP (« Commission Nationale sur les Disparus »), sous la présidence de l'écrivain Ernesto Sábato, qui a pour mission d'enquêter sur les disparus sous la dictature. Quelques mois plus tard, des mises en accusations officielles des têtes dirigeantes des juntes militaires et des principales guérillas ont lieu. À la fin de l'année 1984, le rapport officiel de la CONADEP est publié sous le nom de « Jamais plus », dans lequel plus de 8000 disparus officiels sont recensés, mais aucun nom de tortionnaires. En 1985,

se déroulent les procès officiels des juntes et leurs condamnations, et finalement en 1986, la loi du « point final » qui impose une date limite aux accusations pour les crimes commis pendant la dictature est adoptée. Ce choix de période est donc, selon nous, le plus approprié pour répondre à notre question de recherche puisqu'il inclut les principaux événements des années de la transition démocratique ayant pu avoir de l'influence sur l'identité collective des MPM.

« Pour moi, les Mères sont la voie de l'espérance pour arriver à une solution que ne peuvent atteindre ni les partis politiques, ni les syndicats, ni les mouvements..., car ces femmes ont un courage, une force morale si grande, qui les dépassent tous ».

- **Adolfo Perez Esquivel, Prix Nobel de la Paix 1980**

(Traduction libre) cité dans Bousquet (1983)

Analyse

Le chapitre quatre, est consacré au mouvement lui-même, c'est-à-dire aux MPM et aux thèmes choisis pour l'analyser : l'autodéfinition, leur vision de la dictature et de la démocratie, les revendications et motivations et les actions. Chacune de ces dimensions traite du problème de l'identité et des intérêts du groupe considérées ensembles, ou permettent de rendre compte de l'identité collective interne des MPM.

Au chapitre cinq, nous analysons les relations du mouvement avec les autres acteurs de la représentation politique. Pour se faire, nous exposons la relation des MPM à chacun des acteurs. Les acteurs ayant émergé après notre première analyse sont les suivants : les militaires argentins, le président Alfonsín, les partis politiques majoritaires, les partis politiques minoritaires, l'Église argentine, les syndicats, le mouvement des droits humains et les médias argentins. Afin de mieux cerner les éléments structurants de la représentation politique, nous illustrons ceux-ci à l'aide de l'histoire de leurs relations aux MPM.

Dans le sixième chapitre, nous synthétisons l'analyse en résumant l'évolution de l'identité collective des MPM.

4 Dimension interne de l'identité collective

4.1 Identité collective et Mères de la place de Mai

4.1.1 Autodéfinition

Les MPM sont d'abord des mères et leur lutte se consacre à la recherche de leurs enfants. En 1982, plusieurs d'entre elles croient toujours que leurs enfants sont en vie et par conséquent leur discours est principalement ciblé sur leur recherche. Elles sont avides d'indépendance et refusent d'être associées à des groupes qui ne partagent pas leur vision du monde. À partir de 1984, elles sentent le besoin de justifier leur présence dans l'espace politique et affirment qu'elles étaient les premières dans la rue pendant la dictature alors que tout le monde se cachait, qu'elles constituaient le premier front de lutte contre la dictature (BI #14). Ce faisant, elles critiquent les autres acteurs politiques qui tentent de les discréditer comme actrices légitimes. Elles rappellent, d'ailleurs, qu'elles ont dû sortir du pays et utiliser des acteurs internationaux pour faire pression sur les militaires puisque que personne en Argentine ne les appuyait. Elles affirment même que leur mouvement est celui de la lutte contre l'injustice et qu'il est né de l'injustice, mentionnant d'ailleurs, dans leur journal, que la place de Mai est un territoire gagné sur l'injustice (JMPM #15). Les MPM considèrent qu'elles ont ouvert un chemin éthique et qu'elles ont toujours choisi la solidarité comme valeur dans leur lutte.

Elles réalisent, à partir de 1985, qu'elles dérangent certains secteurs de la société et en 1986 plusieurs les qualifient de folles. D'ailleurs, les menaces contre elles se multiplient. Elles persistent tout de même à dire qu'elles constituent un mouvement d'amour et de vie (JMPM #1/22) et qu'elles représentent la mémoire permanente de

l'Argentine (JMPM #14). Elles vont même jusqu'à affirmer qu'elles sont mères de tous les Argentins parce que la perte de leurs enfants a socialisé leur maternité. Elles ont ainsi étendu le sentiment mère-enfant à toute la société argentine (MPM #5). Pour cette raison, elles ne peuvent cesser leur lutte, affirmant que le mouchoir blanc (qu'elles portent sur la tête en souvenir de leurs enfants) ne mourra jamais (JMPM #24).

Plus les années passent et plus elles s'identifient à la lutte de leurs enfants. Si au départ elles luttent pour connaître la vérité sur ce qui s'est passé avec leurs enfants, avec le temps, elles en viennent à glorifier la lutte de leurs enfants qui leur paraît vertueuse. En fait, plus elles se rapprochent des problématiques de la pauvreté, plus elles se rapprochent de la lutte de leurs enfants. Elles appellent à la solidarité de tous les Argentins pour aider les exclus et dans les derniers mois de la période étudiée, elles commencent même à parler de révolution, s'associant ainsi à la gauche en dénonçant de plus en plus les complots de la « droite fasciste » (JMPM # 33).

Pour résumer, il y a un élargissement des frontières de l'identité collective des MPM. En effet, de mères de personnes disparues, elles deviendront, par ce qu'elles appellent la socialisation de la maternité (Bouvard, 1994), les mères de tous les Argentins.

4.1.2 Vision de la dictature... et de la démocratie

Lorsque l'imminence de la démocratie se fait sentir, les MPM parlent de plus en plus de la dictature au passé et commencent à analyser les caractéristiques de celle-ci. Pour elles, les deux éléments les plus importants de la dictature sont la Doctrine de la sécurité nationale et le plan économique de Martínez de Hoz (BI #15). Contrairement

au discours, notamment celui de l'Église, selon lequel la société argentine au complet est responsable des violations des droits humains, les MPM affirment plutôt que tous les Argentins ont été victimes de la dictature (JMPM #16). Elles refusent d'accuser toute la société pour la dictature et elles accusent la classe dominante d'en être responsable. En effet, pour les MPM, la dictature était d'abord un plan économique, réalisé par les militaires, pour la classe dominante :

La torture, la mort, la violation, s'unissaient en une seule chose : appliquer le plan économique qui nous amènerait à l'horreur. Le grand responsable, Martínez de Hoz (...) est toujours aujourd'hui en liberté (...). Nous devons ne pas oublier que la mort, la torture et la disparition, sont venues par la main des Forces Armées, mais poussées par une classe qui veut toujours nous dominer (JMPM #17)⁶.

Les changements dans la vision de la démocratie par les MPM sont frappants. Les MPM sont heureuses du retour à la démocratie, après avoir combattu le système répressif des militaires pendant des années, elles sentent qu'enfin elles pourront agir plus librement. Dès le départ, elles affirment leur attachement à la démocratie et elles ont conscience que le retour à la démocratie se réalise au prix de plusieurs années de lutte. Elles défendront toujours la démocratie contre le pouvoir militaire, notamment parce que ce qui est arrivé à leurs enfants est dû au fait que le pays était sourd et aveugle et que la démocratie permet le contraire (BI #16).

Les premières déceptions face à la démocratie surviennent à la fin de l'année 1984. Les MPM critiquent d'abord la persistance de l'appareil répressif et l'existence des

⁶ *La tortura, la muerte, la violación, se unían en una sola cosa: aplicar el plan económico que nos llevaría al horror. El gran responsable, Martínez de Hoz [...] hoy todavía está en libertad. [...] No nos tenemos que olvidar que la muerte, la tortura y la desaparición, vivieron de la mano de las Fuerzas Armadas, pero empujadas por una clase que siempre nos quiere dominar.*

prisonniers politiques en démocratie. Elles sont déçues aussi de la CONADEP (Commission nationale sur les disparus) et de ses effets sur la démocratisation. La CONADEP n'a servi à rien pour elles parce qu'elle ne pave pas la voie au jugement des militaires (JMPPM #1). Pour les MPM, le jugement des militaires n'est pas la fin d'une époque, mais le début d'une nouvelle ère, vraiment démocratique (JMPPM #8).

En 1986, les militaires ont été jugés, peu ont été condamnés, et la plupart des sous-officiers ne sont pas encore accusés, ce qui indispose les MPM qui déplorent devoir faire la transition avec des « violeurs » et des « tortionnaires » (JMPPM #15). C'est alors que les MPM deviennent de plus en plus impatientes vis-à-vis de la démocratie. Elles déplorent que, malgré la démocratie, le plan économique continue de frapper et que rien ne change. La justice, qu'elles associaient à la démocratie, n'est pas rendue; elle n'existe que pour les riches (JMPPM #29). En juin 1987, elles font un dur constat : l'Argentine ne vit pas en démocratie (JMPPM #31).

Si, au départ, la démocratie pour les MPM constitue l'espoir du peuple argentin; en 1987, elles sont beaucoup plus pessimistes. Même si elles prétendent toujours vouloir défendre la démocratie, elles considèrent que la démocratie ne répond pas à leur demande et qu'elle ne constitue pas la solution aux problèmes argentins. Alors qu'en 1982, il y a une séparation nette entre les visions de la démocratie et de la dictature, ces différences sont beaucoup plus nuancées en 1987 dans le discours des MPM.

4.1.3 *Revendications et motivations*

Au départ, le message est clair : pour les MPM le seul objectif de toutes leurs actions représente la recherche de leurs enfants détenus-disparus. Elles affirment même que rien, même un changement dans la structure du pouvoir, ne leur fera baisser les bras (BO #11). En fait, tout le long de la période étudiée, elles maintiendront leur revendication centrale, celle de connaître la vérité sur leurs enfants. C'est d'ailleurs de cette revendication que découlent toutes les autres. Pour les MPM, trois éléments sont caractéristiques : la place, qui est leur territoire; le mouchoir blanc sur leur tête qui les identifie; la revendication « apparition en vie » (ou en espagnol, *aparición con vida*), qui signifie la nécessité de connaître toute la vérité sur leurs enfants (elles sont conscientes que leurs enfants sont probablement morts, mais elles refusent de l'accepter car elles veulent savoir dans quelles circonstances ils ont disparu ou sont devenus des disparus).

Elles réclament également que justice soit faite et que tous les coupables soient emprisonnés. Tout au long des années 1980, ces trois revendications (les deux dernières et la revendication centrale) seront toujours là. Elles leur permettent de remettre constamment le problème des détenus-disparus dans l'espace public. La principale motivation derrière ces revendications est simple : le thème des disparus n'est ni politique, ni idéologique mais humain et l'oubli n'est pas une solution (BI #5). D'ailleurs, la présidente des MPM est claire : « nous ne demandons pas revanche, sinon que nous voulons que justice soit faite » et « les Mères de la place de Mai nous soutenons : que la justice sera portée jusqu'à ses conséquences ultimes, que nous allons continuer d'exiger le retour de nos enfants en vie [...] parce que pour

chacun des détenus-disparus la vérité doit être connue et la justice doit être appliquée avec toute sa rigueur à tous les responsables » (B1 #9/25)⁷.

Les revendications ne changent pratiquement pas. Tout au long des années 1980 elles veulent que les militaires soient jugés et que les responsables de ce qu'elles qualifient d'un génocide soient envoyés en prison. Et c'est pour cela qu'elles s'opposent, lorsque les militaires sont encore au pouvoir, à la loi de pacification nationale et d'amnistie. Lorsqu'elle est proclamée, elles demandent aux futurs députés de promettre qu'ils l'annuleront.

Lors de l'élection de 1983, elles demandent aux partis politiques de se positionner sur la question des détenus-disparus, ce qu'ils feront. Elles profitent de ce moment d'écoute électorale pour rappeler qu'elles veulent que les coupables soient jugés et emprisonnés : « ni pacification, ni réparation, seulement justice exemplaire pour libérer le peuple des criminels, des traîtres et des voleurs qui ont détruit le pays » (BI #10/5)⁸. Elles refusent clairement réparation, elles ne veulent pas d'argent en échange de la vie de leurs enfants.

Lorsque Alfonsín est élu, il propose la formation de la CONADEP, ce qui plait d'abord aux MPM. Mais ensuite, elles critiquent la commission avec virulence : pour elles, la CONADEP semble compter les morts. Or, les MPM ne veulent pas savoir si les disparus sont morts, elles veulent des preuves et que les coupables soient jugés.

⁷ « No pedimos revancha, sino que queremos justicia »; « Las Madres de Plaza de Mayo sostenemos: que la justicia será llevada a las últimas consecuencias, que seguiremos exigiendo con vida a nuestros hijos [...] porque sobre cada uno de los detenidos-desaparecidos debe conocerse la verdad y aplicarse la justicia con todo rigor a los responsables. »

⁸ « ni pacificación, ni reparación, sólo justicia ejemplar para librar el pueblo de los criminales, los traidores y los ladrones que asolaron el país »

Elles réalisent aussi que la CONADEP ne condamnera pas politiquement la dictature, ce qu'elles considèrent comme nécessaire, et elles proposent plutôt la création d'une commission bicamérale de parlementaires.

Lorsque les mises en accusations des juntas sont rendus publiques, les MPM condamnent le processus de jugement des militaires. En effet, le code militaire sera modifié pour qu'un juge civil puisse présider les procès sous un tribunal militaire. Les MPM s'opposent farouchement à ces changements et à la manière dont on veut juger les militaires. Selon elles, les militaires ne peuvent être jugés d'après le code de justice des militaires, supervisé par le Conseil Suprême des Forces Armées parce que c'est une entorse incroyable à la démocratie. Ainsi, en 1984, les revendications des MPM sont clairement liées à tous ces événements :

Et c'est parce que nous croyons en la démocratie que nous manifestons publiquement notre conviction que les militaires et les civils responsables de délits [...] de ces dernières années [...] doivent être jugés de façon égale par les mêmes tribunaux ordinaires et non par des tribunaux spéciaux, comme le seraient les tribunaux militaires (BI #14)⁹.

Refusant le discours de la réconciliation, les MPM contestent les politiques d'Alfonsín en matière de droits humains, ce qui leur vaut les critiques du gouvernement et certains autres secteurs de la société civile qui les qualifient de déstabilisatrices et d'antidémocratiques. Les MPM réitèrent leur appui à la

⁹ « Y porque creemos en la democracia es que manifestamos públicamente nuestra convicción que los militares y civiles responsables por los delitos [...] de esos últimos años [...] deben ser juzgados por igual por los mismos tribunales ordinarios y no por ningún tribunal especial, como serían los tribunales militares ».

démocratie affirmant qu'elles seront dans la rue pour défendre la démocratie si les militaires tentaient de reprendre le pouvoir.

Cependant, elles précisent de plus en plus ce qu'elles entendent par démocratie. Pour elles, l'élément le plus important est la justice, car sans justice il n'y a pas de démocratie: « ensemble avec notre peuple nous lutterons pour la vie, la justice et la liberté pour atteindre la démocratie que nous voulons tous » (JMPM #6 :12)¹⁰. Elles condamnent le fait qu'il y ait toujours des criminels en liberté et affirment que pour vivre en démocratie, il faut condamner les coupables (JMPM #3). Ainsi, en 1985, leurs revendications s'étendent et s'élargissent : « Jugement et prison aux Juntas militaires et à tous les coupables. Non à l'amnistie ouverte et cachée. Enquête parlementaire sur le terrorisme d'État et démantèlement de l'appareil répressif » (JMPM #6)¹¹.

Le processus vers la justice qu'elles avaient imaginé est loin de se réaliser. Tout d'abord, la CONADEP n'a servi selon elles qu'à banaliser les crimes qui ont été commis la dictature. Ensuite, le jugement politique des militaires ne se fait pas et le tribunal ne condamne que deux des accusés à la prison à vie. De plus, les forces aériennes de l'Armée ne sont pas reconnues coupables, ce qui scandalise les MPM. Insatisfaites, elles continuent de réclamer justice au moment où se prépare l'adoption de deux lois qui mettent fin aux procès des militaires : les lois de l'« obéissance due » et du « point final ». Ces lois visent à mettre fin aux condamnations, la

¹⁰ « *Junto a nuestro pueblo lucharemos por la vida, la Justicia y la libertad para alcanzar la democracia que todos queremos* ».

¹¹ « *Juicio y castigo a las Juntas Militares y a todos los culpables. No a la amnistía abierta y encubierta. Investigación parlamentaria del terrorismo de Estado y desmantelamiento del aparato represivo* ».

première en innocentant les sous-officiers qui n'auraient qu'obéit aux ordres et la deuxième en mettant une date limite d'accusation. Ces lois obtiennent l'aval de certains secteurs de la société argentine comme les syndicats, l'Église et les militaires qui affirment que le temps de la réconciliation est arrivé. Cependant, les MPM s'opposent à toute réconciliation : « on ne peut réconcilier personne, ni défendre la famille, ni parler de justice sociale, ni de solutions dignes, quand les délinquants qui ont conduit le pays à la destruction sont libres et de plus, on tente de faire oublier l'immoralité qui a humilié tout le peuple » (BI #19)¹².

Malgré les défaites qu'elles encaissent et l'impunité qui règne selon elles, elles continuent de demander l'« apparition en vie » et le jugement des militaires même si leurs enfants sont fort probablement morts (qu'ils ne pourront réapparaître « avec » vie) et que certains militaires ont été jugés. Pour elles, justice n'a pas été rendue, elles ne savent pas ce qui s'est passé avec leurs enfants et elles veulent que les Forces armées au complet soient condamnées, du moins, politiquement. Par conséquent, leurs revendications n'ont pas changé et ceci prouve, selon elle, leur foi en la démocratie (JMPM #11). Elles n'acceptent pas qu'il y ait des militaires en liberté et demandent même l'épuration des Forces armées. Elles s'opposent aussi à la logique du président Alfonsín qui pose l'alternative suivante : sa solution ou la dictature (JMPM #16). Elles refusent de compromettre leurs revendications même si les militaires menacent de revenir au pouvoir. Pour elles, le peuple n'acceptera jamais

¹² « [...] no se puede reconciliar a nadie, no se puede defender la familia, no se puede hablar de justicia social ni de soluciones dignas, cuando los delincuentes que llevaron al país a la destrucción están libres y además se intenta cubrir con un manto de olvido la inmoralidad que humilló a todo el pueblo ».

plus d'être gouverné par eux. En 1986, elles revendiquent même un pays sans militaires (JMPM #19) puisqu'ils violent les droits du peuple.

Au moment où l'on tente d'adopter la loi de l' « obéissance due » au Congrès, plusieurs députés parlent de réparation économique à l'endroit des familles des victimes. Les MPM s'opposent farouchement à cette option qu'elles considèrent comme une trahison à la mémoire de leurs enfants mais aussi une façon de leur faire accepter la mort de leurs ceux-ci. Avant d'admettre qu'ils sont morts, elles veulent connaître la vérité sur ce qui s'est passé avec eux. Elles réitèrent que jamais elles ne cesseront leur lutte et que rien ne les fera oublier. Elles jurent de ne pas laisser la société argentine oublier les crimes de la dictature et surtout les disparus.

Dans les derniers mois de 1986, une nouvelle dynamique s'installe dans les revendications. De plus en plus, les MPM défendent les exclus et les victimes de la pauvreté en Argentine. Elles se disent solidaires de tous ceux qui souffrent (JMPM #27) dénonçant du même coup le plan économique commencé par Martinez de Hoz pendant la dictature, et qui se poursuit même en démocratie sous le plan Austral. C'est aussi à partir de ce moment que les luttes qu'ont menées leurs enfants contre la pauvreté et l'exclusion dans les années 1970, deviennent importantes pour elles aussi. Elles revendiquent d'abord, que leurs enfants ne soient pas considérés comme des terroristes, mais comme des héros qui ont donné leurs vies pour les autres. Elles déclarent défendre les positions politiques de leurs enfants.

Les motivations qui poussent les MPM à agir et qui orientent leurs revendications sont bien sûr reliées à leurs enfants disparus. Pour elles, « le drame des détenus-

disparus est un grave problème national qui nuit profondément à l'éthique de notre société » (BI #10 :3)¹³. Leurs enfants, qui sont au centre de ce drame, sont la source de toutes leurs motivations. Elles en sont fières et elles n'accepteront jamais de trahir ou de négocier leur mémoire pour des considérations politiques ou économiques. D'ailleurs, plus les années passent, plus elles sont insatisfaites du processus de jugement des militaires et plus elles s'approprient la lutte de leurs enfants. Cette lutte devient la leur et leurs objectifs deviennent plus larges. Elles en viennent à affirmer que seul un changement de système pourra apporter la justice et la démocratie (JMPPM #9).

Les revendications des MPM ne changent que très peu pendant la transition démocratique. En revanche, leurs motivations s'élargissent notamment par que les frontières de l'identité collective s'élargissent aussi. Les motivations n'ont plus seulement trait à la recherche de leurs enfants mais elles cherchent aussi à transformer la société argentine.

4.1.4 Actions

Les principales actions des MPM ne changent pas avec l'arrivée de la démocratie. Depuis 1977, elles marchent tous les jeudis à 16h30 autour de la pyramide située au centre de la place de Mai à deux pas de la Casa Rosada. Après avoir marché pendant environ trente minutes, elles se rendent devant la Casa Rosada, tout près de la statue du Général San Martin, pour faire leur discours hebdomadaire. Depuis 1981, elles organisent aussi chaque année, autour du 10 décembre, une marche de la résistance de

¹³ « *El drama de los detenidos-desaparecidos es un grave problema nacional que daña en lo más hondo la moral de nuestra sociedad* ».

vingt-quatre heures appuyée par d'autres secteurs de la société civile, dont le mouvement des droits humains, certains partis politiques de gauche et certains syndicats locaux¹⁴.

Dans les premières années, les actions sont variées. En plus des marches mentionnées précédemment, elles participent à des tables rondes et des soirées de discussions sur les droits humains, soit avec des étudiants, des syndicats, des partis politiques ou des groupes professionnels (avocats et psychologues principalement). Elles ont décidé de participer à toutes discussions où il serait question des disparus.

Elles manifestent énormément dans les rues pour plusieurs raisons qui ont trait à la démocratisation et à leurs propres revendications. Par exemple, en août et en septembre 1983, elles participent à plusieurs manifestations contre la loi de pacification nationale et d'amnistie (BI #8 et #9). Elles envoient aussi beaucoup de pétitions et publient plusieurs demandes dans les journaux aux partis politiques, aux militaires et même à la Cour Suprême (BI #10). Elles réclament des rencontres autant avec les députés qu'avec le président pour parler de la politique des droits humains du gouvernement.

Les mois passant, la majorité des actions tournent autour de manifestations, notamment en compagnie du mouvement des droits humains pour réclamer justice et pour condamner les militaires. Elles continuent aussi de faire des tournées internationales, notamment en Europe, pour faire pression sur le gouvernement

¹⁴ Le choix de la date du 10 décembre est symbolique pour deux raisons pour les MPM. Premièrement, le 10 décembre est la journée annuelle internationale des droits humains. Deuxièmement, c'est à cette date qu'a disparu Azucena Villaflor De Vicenti, première leader du groupe.

argentin par le biais de l'international, ce qui, leur attire la critique d'être antinationales. Leurs campagnes seront aussi de plus en plus artistiques et de plus en plus centrées sur la figure du disparu, tout en condamnant les institutions militaires argentines. Quatre grandes campagnes peuvent être relevées : « Le peuple n'absout pas les assassins » (JMPM #19), « Assez de militaires » (JMPM #24), « La prison pour les génocidaires » (JMPM #26) et « Donnez une main aux disparus » (JMPM #4).

Par la création de leur propre journal, elles permettent la diffusion de leur discours et elles se donnent une place dans l'espace public. En plus d'être un organe de communication interne, le journal appelé *Madres de plaza de Mayo* sert aussi de réflexion pour les MPM sur la situation politique et sociale argentine et il leur permet de le communiquer au public. À travers le journal, elles analysent leur propre mouvement, le mouvement des droits humains et les autres secteurs de la société argentine.

En résumé, les actions des MPM sont au départ, très institutionnalisées, c'est-à-dire, principalement dirigées vers Alfonsín et les partis politiques en demandant des rencontres et en espérant des projets lois qui répondraient à leurs attentes. Plus les années passent, plus elles vont délaisser les canaux institutionnels les considérant incapables de répondre à leurs demandes.

5 Dimension externe de l'identité collective

5.1 Relations des Mères de la place de Mai

5.1.1 *Les Mères de la place de Mai et les militaires argentins*

L'évolution de la relation avec les militaires durant la période est différente de celles qu'ont les MPM avec les autres groupes. Dès le départ, elle est mauvaise. C'est la perception de l'utilité de l'institution et du pouvoir de celle-ci qui changera dans le temps. En effet, jusqu'en décembre 1983, ce sont les militaires qui sont au pouvoir et elles s'opposent à plusieurs de leurs décisions, notamment sur la loi de pacification nationale qu'elles qualifient de loi d'amnistie :

Pourquoi les Forces armées ont-elles besoin d'une loi d'amnistie ? [...] Nous nous opposons catégoriquement à cette loi qui signifierait laisser en liberté les responsables de la détention et la subséquente disparition de milliers de citoyens. [...] Nous exigeons que la vérité et la justice se fassent (BO #11)¹⁵.

Elles dénoncent les déclarations du Général Camps qui a relativisé les crimes commis par la dictature, estimant que seulement une centaine de militaires avaient commis des bavures, et affirment : « nous manifestons contre ce processus occulté avec préméditation, étant donné que toute l'institution est responsable des crimes commis contre le peuple argentin » (BI #8 :9)¹⁶. Les MPM dénoncent aussi un document dans

¹⁵ « *¿Para que necesitan las FF.AA. una ley de amnistia? [...] Nos oponemos terminantemente a esa ley que significaría dejar sin castigo a los responsables de la detención y posterior desaparición de miles de ciudadanos.* »

¹⁶ « *manifestamos y rechazamos este proceso ocultado con premeditación, siendo que toda la institución en su conjunto es responsable de los crímenes cometidos contra el pueblo argentino* ».

lequel les militaires font un retour sur la dictature affirmant qu'ils avaient fait tout cela pour le bien de la nation et au nom de Dieu :

Et comme point final, ils ajoutent [les militaires], avec tout l'orgueil et l'hypocrisie de ceux qui ont commis toutes ces horreurs, « qu'ils ont agi au nom de Dieu » et qu'ils le referaient s'ils l'estiment nécessaire (BI #5)¹⁷.

Elles se rendent compte, à travers les mois, que l'institution ne peut être changée et elles veulent que tous les militaires soient mis à la porte. Pour elles, l'institution n'est pas réformable, il faut se débarrasser des militaires. Elles sont frustrées du procès de ceux-ci et considèrent qu'ils sont intouchables. Lors des événements d'avril 1987, lorsque des sous-officiers se soulèveront dans les casernes pour presser le gouvernement d'adopter la loi de *l'obéissance due*, elles réalisent que le pouvoir des militaires est trop grand. Pour elles, en Argentine, le pouvoir politique est soumis aux pouvoirs militaire et économique. Elles les considèrent même comme les ennemis du peuple (BI #22) même si cet ennemi n'est plus au pouvoir, il continue d'avoir du pouvoir (JMPM #14) :

L'ennemi n'était plus au gouvernement, mais il était tapi et continuait d'être partout. [...] Les militaires ne sont pas partis et ce que nous devons faire est de s'unir pour s'en débarrasser. Et comme nous disons les MPM, nous ne négocierons pas, nous ne nous tairons pas (JMPM #14)¹⁸.

¹⁷ « Y como punto final, agregan, con toda soberbia y hipocresía quienes han cometido tantos horrores "que actuaron en nombre de Dios" y que volverían a hacerlo si lo creyeran necesario. »

¹⁸ « El enemigo no estaba más en la Casa de Gobierno, pero estaba agazapado y sigue estando en todos los lugares. [...] Los militares no se han ido y lo que tenemos que hacer es juntarnos para echarlos. Y como decimos las Madres, no negociaremos, no nos callaremos. »

En 1987, elles estiment même que les militaires reviendront au pouvoir et c'est pour cette raison qu'elles lancent la campagne « assez de militaires » (*basta de milicos*)¹⁹.

Pendant toute la période, elles multiplient les actions, manifestations, rencontres, positions publiques, demandes au gouvernement, pour que les militaires soient considérés comme des criminels, comme les seuls responsables des crimes commis pendant la dictature, pour que l'institution soit abolie et que tous les militaires responsables soient jugés et emprisonnés. Les qualificatifs à leur égard se durcissent avec les années mais tournent autour des mêmes thèmes : violeurs, menteurs, tueurs, assassins, tortionnaires, répresseurs, etc. Dans le cas des militaires, s'il y a un changement dans la relation, c'est qu'elle était mauvaise au départ et qu'elle s'aggrave au cours de la période parce que les MPM prennent conscience du pouvoir de ceux-ci et de l'immensité de l'horreur de la dictature.

5.1.2 *Les Mères de la place de Mai et le président Alfonsín*

La relation avec le président Alfonsín ne fera que se dégrader de 1982 à 1987. Au départ, les MPM ont des rencontres constantes avec Alfonsín, avant que ce dernier ne soit président. Étant président de l'APDH (Assemblée permanente des droits humains), Alfonsín participe à plusieurs activités où les MPM sont présentes. Pendant la campagne électorale, quoi que les MPM ne prennent pas position, elles fondent beaucoup d'espoir en lui parce qu'il a un programme très solide en matière de droits humains et qu'il promet de juger les militaires. Les MPM sont très polies avec lui dans leurs demandes et leurs attentes sont élevées (BI #9).

¹⁹ *Milicos* est un terme péjoratif pour dire « militaires » qui n'a pas d'équivalent en français.

Lorsque Alfonsín est élu, quelques divergences apparaissent entre celui-ci et les MPM. Tout d'abord, elles se réjouissent de la création de la CONADEP et de la condamnation de sept militaires (BI #13). Mais elles seront vite déçues car la CONADEP ne représente pas ce qu'elles attendaient. Elles voulaient une commission bicamérale (députés et sénateurs) pour condamner politiquement les actions des juntes militaires. Or, la commission est formée par plusieurs membres de la société civile et les MPM refusent d'y participer parce qu'elles estiment que la CONADEP n'a pas le mandat nécessaire pour être efficace.

Les MPM soutiennent que la CONADEP ne détient pas le pouvoir d'exercer une mise en accusation et que pour cela, elle n'est qu'un point de chute de dénonciations. La seule mise en accusation que cette commission peut donner, le peuple l'a déjà donné en manifestant son rejet de l'action lâche des militaires (BI #15)²⁰.

Deux autres éléments sont l'objet de désaccords avec le président. Tout d'abord, elles sont contre la théorie des deux démons reprise par Alfonsín pour expliquer la dictature et le *Proceso*²¹. Ensuite, elles dénoncent le changement du code militaire pour le procès des juntes. Le changement de code permettra à un juge civil de juger les juntes mais à partir du code militaire de justice (BI #16). Ces deux positions irritent les MPM et le président tente de les rassurer en affirmant que leurs demandes sont justes et qu'elles ne constituent pas un problème pour le gouvernement. Les critiques répétées des MPM irriteront aussi quelques membres du gouvernement,

²⁰ « *Madres sostiene que la comisión nacional no tiene el poder de ejercer una condena y que por ello, no significa más que una receptora de denuncias. La condena que esta comisión puede dar ya lo dio el pueblo manifestando su repudio a la cobarde acción militar.* »

²¹ La théorie des deux démons est, comme son nom l'indique, une démonisation tant des Militaires que des groupes de gauche, afin d'expliquer la dictature militaire et ses effets sur l'Argentine. Selon les MPM, cette théorie rend la société argentine également coupable de la dictature.

mais elles répondront qu'elles ne cherchent pas à déstabiliser le gouvernement et que la démocratie est faite de dissension :

[...] nous croyons en la démocratie et ses valeurs éthiques, et nous lutterons toujours pour sa pleine vigueur, sans détours ni abandons, et c'est parce que nous croyons en la démocratie que nous ratifions une fois de plus notre droit à la dissension, et à exprimer que cette dissidence est un droit qui nous aide tous, nous les citoyens, dans le cadre d'une société démocratique [...] (BI #17)²².

En avril de la même année, les MPM font part de leurs déceptions à l'égard du président en affirmant qu'il n'a pas respecté ses promesses du 10 décembre 1983 lors de son discours inaugural et qu'après cent jours de gouvernement constitutionnel, les criminels de la dictature sont toujours en liberté (BI #16). Malgré les désaccords qui se multiplient, les MPM continuent d'envoyer des lettres et des demandes d'audience au président, estimant qu'il a le pouvoir et la volonté de changer les choses.

En septembre 1984, la relation se dégrade. Les MPM dénoncent le jugement des militaires sous le code militaire ainsi que la prudence politique d'Alfonsín réitérant qu'aucun cas de disparus n'a été éclairci. Alfonsín réplique en affirmant qu'elles en demandent trop et qu'elles risquent de déstabiliser la démocratie ce qui irrite les MPM qui le critiquent sévèrement dans leur bulletin :

Les récentes déclarations du Président à Quito, Équateur, [...] nous obligent à exprimer notre désaccord. Il a dit : 'Je ne crois pas que nous pourrions faire quoi que ce soit pour redonner aux MPM ce qu'elles veulent'. Il ne s'agit pas de dévolutions mais de la vie de milliers de personnes qui ont été enlevées par les

²² « [...] creemos en la democracia y sus valores éticos, y que lucharemos siempre por su vigencia plena, sin tapujos ni claudicaciones y porque creemos en la democracia es que ratificamos una vez más nuestro derecho a disentir, y a expresar ese disenso que es el derecho que nos asiste a todos los ciudadanos en el marco de la sociedad democrática. »

Forces armées. Ses mots nous montrent que M. le Président connaît le destin souffrant des détenus-disparus et qu'il doit donc en informer l'opinion publique à cet effet pour qu'au sein de l'État de Droit les responsables soient jugés de leurs crimes contre l'humanité. (BI #19/20 : 3)²³.

Les autorités du gouvernement constitutionnel doivent comprendre dans sa juste mesure que la clameur pour la justice des victimes de la répression ne peut être considérée comme déstabilisante. C'est plutôt cette énorme quantité de répresseurs et leurs complices coupables de leur silence qui constituent les ennemis potentiels de la démocratie (BI #19/20 : 11)²⁴.

Pour elles, Alfonsín n'assume pas ses responsabilités et mérite d'être critiqué :

Le président Alfonsín trahit le peuple. Dans la campagne présidentielle, il s'est engagé à faire justice, il l'a répété dans tous ses discours en tant que président mais il semble l'oublier ou encore on lui fait oublier. Il vient de décerner une promotion aux exécuteurs de la répression, il semble qu'être Commandant en chef lui plaît trop. Il ne suffit maintenant qu'il se fait nommer « généralissime » puisqu'il est l'allié et le camarade de ces assassins qui vêtent des uniformes. Pendant ce temps, nous ne sommes pas écoutées et rejetées. (BI #22 : 22)²⁵.

²³ « Las recientes declaraciones del Sr. Presidente en Quito, Ecuador, [...] nos obliga a expresar nuestro desacuerdo. Dijo : « No creo que podamos hacer nada para devolver lo que las Madres de Plaza de Mayo quieren ».

No se trata de devoluciones, se trata de la vida de miles de personas que fueron llevadas por las FF.AA. De su palabra surge que el Sr. Presidente conoce el destino sufrido por los detenidos-desaparecidos.

En este caso debe informar a la opinión pública al respecto, para que dentro del Estado de Derecho se juzgue a los responsables como corresponde a un delito de lesa humanidad. »

²⁴ « Las autoridades del Gobierno Constitucional deben comprender en su justa medida que el clamor por justicia de las víctimas de la represión jamás puede caracterizarse como factor desestabilizante sino que esa enorme cantidad de represores y sus cómplices culposos con el silencio son los verdaderos enemigos potenciales de la democracia. »

²⁵ El presidente Alfonsín traiciona al pueblo. En la campaña presidencial se comprometió a hacer justicia, lo volvió a prometer en todos sus discursos, como presidente, pero parece olvidarlo, o lo han hecho olvidar. Acaba de darle el premio del ascenso a los ejecutores de la represión, parece que ser Comandante en jefe le gusta mucho. Solo falta que se haga nombrar « Generalísimo » pues ya es socio y camarada de esos asesinos que visten uniformes. Mientras tanto nosotras somos desoidas y rechazadas.

En décembre 1984, un an après l'assermentation d'Alfonsín, les MPM demandent où sont les disparus et estiment que l'impunité règne en Argentine. Elles affirment que le gouvernement cherche à faire voter l'impunité, qu'Alfonsín a créé de fausses espérances. Elles sont déçues de ne pas avoir été écoutées. Elles critiquent aussi l'année de silence du gouvernement, notamment sur le nom des tortionnaires identifiés par la CONADEP et elles croient qu'Alfonsín cherche l'amnistie des militaires (JMPM #1). La réponse d'Alfonsín est cinglante : les MPM sont anti-nationales (JMPM #2) et elles défendent les terroristes (BI #8). À partir de ce moment, les MPM seront très dures à son égard. Elles comparent l'utilisation du nationalisme d'Alfonsín à celui de la Doctrine de sécurité nationale des militaires et elles trouvent le gouvernement trop proche des militaires :

L'étoile de la Justice ne brille pas encore en Argentine. Ceux qui ont torturé, séquestré, assassiné, sont toujours libres. Il n'y a pas de châtement pour eux. Il y a des promotions, des destins dorés, des représentations politiques, des ambassades. (JMPM #3 : 3) ²⁶.

C'est de cette façon que l'entendrait le gouvernement s'il assumait une fois pour toutes son engagement de gouverner pour tout le pays et non pour une poignée de militaires qui l'ôtera de son poste dès qu'elle en aura l'opportunité (JMPM #3 : 3) ²⁷.

À partir de ce moment, Alfonsín ignore les MPM. Ces dernières demandent de le rencontrer mais il refuse. Malgré les refus d'Alfonsín, les MPM persistent et signent

²⁶ « *La estrella de la Justicia no brilla aún en la Argentina. Los que torturaron, secuestraron, asesinaron, andan sueltos. No hay castigo para ellos. Hay ascensos, destinos dorados, representaciones diplomáticas, embajadas.* »

²⁷ « *Así lo entendería el gobierno si asumiera, de una vez por todas, el compromiso de gobernar para todo el país y no para un puñado de militares que, finalmente lo sacaran de su cargo cuando tenga la primera oportunidad.* »

en affirmant qu'Alfonsín a menti au peuple sur la réaction des militaires face aux questions de droits humains, qu'il préfère payer la dette extérieure que de juger les militaires, qu'il est de plus en plus à droite. Alfonsín leur demande alors de faire une profession de foi en la démocratie. Elles répondent qu'elles appuient la démocratie, qu'elles appuieront Alfonsín si les militaires tentent de s'emparer du pouvoir, mais qu'elles n'accepteront pas la théorie des deux démons en échange de leur appui à Alfonsín.

La relation se dégrade avec les mois qui passent. En 1986, elles font leurs premières critiques à Alfonsín. Elles s'opposent au plan Austral du gouvernement qui, selon elles, cause plus de pauvreté (JMPM #17). Elles critiquent aussi de plus en plus le silence du président pendant la dictature et l'avertissent qu'il est président parce que leurs enfants sont morts. En effet, elles blâment Alfonsín de n'avoir jamais réalisé ses promesses en matière de droits humains alors que les électeurs l'ont élu, entre autres, pour cette raison :

Nous parlons avec l'autorité qui émane d'avoir fait partie de ce peuple qui a résisté et combattu la dictature : nous ne voulons plus de militaires - ni « bons », ni « mauvais » - au pouvoir, nous voulons que les assassins aillent en prison, pour vivre sans peur, nous voulons défendre la Constitution pour avoir droit aux libertés publiques qui ont coûté tant de sang. Si le Président de la nation veut, lui aussi, les mêmes choses que nous, il doit agir en conséquence et il verra alors un peuple resurgir des cendres. Qu'il se porte garant, avec une décision politique, de l'avenir du pays. (JMPM #19 :3)²⁸.

²⁸ « *Decimos esto con la autoridad que emana del haber sido parte de este pueblo que resistió y combatió a la dictadura : no queremos mas militares-ni « buenos » ni « malos » -en el poder, queremos si que los asesinos vayan a la cárcel, para vivir sin miedo; queremos defender la Constitucion para tener derecho a las libertades públicas que tanta sangre han costado. Si el*

Les critiques se multiplient, surtout lorsqu'il commence à être question des lois du « point final » et de l'« obéissance due ». Pour les MPM, Alfonsín laisse trop de pouvoir aux militaires et ne devrait pas laisser l'Église prendre position. Selon elles, les deux institutions sont complices dans leur volonté d'amnistier les coupables (JMPM #19 et #21). C'est alors qu'elles prennent conscience, du moins c'est leur analyse, qu'Alfonsín est aussi complice que les militaires et que l'Église dans l'adoption de la loi du « point final ». Les critiques sont alors acerbes et elles n'hésitent pas à traiter Alfonsín de traître et d'affirmer qu'il est en faveur des Forces Armées (JMPM #28).

À partir de ce moment, elles considèrent Alfonsín comme responsable de l'impunité et elles appellent même à une manifestation contre lui (mais pour la démocratie) (JMPM #30) parce qu'il complotait avec les militaires depuis les années de la dictature. En août 1987, pour la première fois depuis 1982, les forces de l'ordre répriment une manifestation des MPM. Le gouvernement ne considère plus les MPM comme étant intouchables, contrairement aux mois précédant les élections de 1983.

5.1.3 *Les Mères de la place de Mai et les partis politiques majoritaires*²⁹

Dès 1982, les MPM sont catégoriques : elles ne sont pas partisans. Elles refusent de s'affilier à un parti politique. Malgré cela, elles participent à plusieurs rencontres organisées par les partis politiques notamment lorsqu'il est question des disparus et de droits humains. Elles les avertissent alors qu'ils ne peuvent ignorer le problème

Presidente de la Nación también quiere todo esto, que proceda en consecuencia y verá a un pueblo resurgir de las cenizas. Que avale con una decisión política el porvenir del país. »

²⁹ Ce que nous nommons « partis politiques majoritaires » comporte deux partis politiques qui ont le plus succès électoral en Argentine : le Parti justicialiste (péoniste) et le Parti radical.

des disparus et qu'aucun changement dans la structure du pouvoir, comme le retour à la démocratie, ne leur fera baisser les bras (BO #11). Elles reconnaissent que les partis politiques se sont positionnés contre la dictature malgré qu'elles ne soient pas tout à fait d'accord avec les rencontres de la *Multipartidaria* avec les militaires.

Les partis politiques, [...] n'ont pas hésité à se positionner comme éventuels successeurs de la junte et ont accepté d'assister à des audiences pour discuter de leurs plans. Au lieu d'exprimer des critiques et de les isoler, les partis les ont aidés à solutionner leurs problèmes et dans ce sens, à prolonger leur vie. C'est pourquoi les Mères de la place de Mai sont là, tous les jeudis, pour leur rappeler qu'il faut limiter ces transactions (BO #11 : 25)³⁰.

Aussi, elles critiquent la relation des partis politiques avec la dictature notamment leur appui aux militaires pendant la Guerre des Malouines et elles affirment que le silence des partis est entre autres responsable des disparitions (BO #11). Pour la démocratie qui arrive, elles demandent aux partis politiques :

Les partis constitueront la voie d'expression du peuple. Par celle-ci cheminera la conscience civique d'un peuple qui fut écrasé et attristé dans les dernières années. Il faut l'aider à se relever avec force et dignité, avec vérité et justice. Aucun parti, soutenu par des bases démocratiques, ne pourra arrêter de soutenir dans sa plateforme cette demande ; aucun ne pourra arrêter d'exiger l'explication totale et catégorique sur tout ce qui s'est passé avec les disparus (BO #11)³¹.

Elles rappellent aussi, à l'approche des élections, :

³⁰ « Pero los partidos políticos (...) no vacilaron en postularse como eventuales sucesores de la Junta y aceptaron audiencias para discutir sus planes. En lugar de levantar sus críticas y dejarlos solos, les ayudaron a solucionar las cosas y, en consecuencia, a alargarles la vida. Pero allí estaban todos los jueves las Madres de Plaza de Mayo para recordarles que a esas transacciones había que ponerles límites. »

³¹ « Los partidos constituirán la vía de expresión del pueblo. Por ella caminará la conciencia cívica de un pueblo al que se lo tuvo aplastado y entristecido estos últimos años. Hay que ayudarlo a levantarse con fuerza y dignidad, con la verdad y la justicia. Ningún partido que se sustente sobre bases democráticas, podrá dejar de sostener en su plataforma este reclamo podrá dejar de exigir la explicación total y terminante sobre lo que pasó con los desaparecidos. »

Il nous paraît opportun de rappeler à la Multipartidaria que dans l'entrevue qu'elle a accordée aux familles affectées, en novembre 1981, elle les a assurées que jamais, ni comme groupe ni individuellement, les organisations politiques membres de la Multipartidaria transigeront avec l'oubli (BO #11)³².

En mai 1983, les élections approchent (octobre) et les MPM commencent à énumérer leurs demandes aux partis politiques. Elles sont présentes à tous les événements où il est question des disparus (BI #4). Elles font pression aussi sur les dirigeants des partis pour qu'ils annulent et refusent toute loi d'amnistie adoptée par les militaires ou par les députés et qui fermerait le dossier de la dictature (BI #4). Elles demandent du même souffle aux partis politiques d'avoir en premier lieu dans leur plate-forme le dossier des disparus (BI #4). Elles demandent aussi aux partis de se souvenir de la répression qu'ils ont vécue pendant la dictature et qu'à cette époque, ils ont refusé d'écouter les MPM, et que maintenant ils écouteront (BI#10).

Elles s'opposent au plébiscite proposé par le Parti justicialiste (les Péronistes) (BI #4). Elles dénoncent aussi Luder, le candidat présidentiel péroniste, qui a déclaré que le pays vivait ses moments les plus difficiles sans mentionner les disparus. Par contre, le Mouvement des femmes péronistes demande que tous les prisonniers politiques soient libérés, que les enfants des disparus soient redonnés à leurs familles légitimes, et elles répudient la loi de l'amnistie (BI #9). Les MPM s'associent à cette position et appuient les femmes du Parti péroniste. Pressé de toute part par les membres de son parti, mais aussi par les promesses faites par Alfonsín, le candidat péroniste, Italo Luder, condamne la loi de l'amnistie.

³² « *Y es oportuno que recordemos a la Multipartidaria que en la entrevista que les otorgó a los familiares afectados, en noviembre 1981, les aseguró que jamás, ni como cuerpo ni individualmente, los organismos políticos integrantes del nucleamiento transarían con el manto del olvido.* »

Lors de la campagne électorale, tous les partis cherchent à se rapprocher des MPM et à amener ces dernières à les appuyer. En ce sens, ils publicisent la participation des MPM à leurs événements ce qui ne plait pas aux MPM. Elles affirment alors qu'il est interdit de militer au sein d'un parti en tant que MPM, que ce doit être fait de manière individuelle et elles en avertissent aussi les partis le 7 octobre 1983 (BI #11). Avant le vote, elles demandent une audience avec Luder et Alfonsín pour connaître leurs positions sur la loi d'amnistie et la loi de pacification nationale et comment le futur gouvernement constitutionnel abordera cette question (BI #11). En ce sens, elles croient au pouvoir des partis politiques de changer les choses et elles seront au local du gagnant le jeudi suivant l'élection où elles réitéreront leurs revendications (BI #11).

Malgré tout, elles restent critiques par rapport au rôle que les partis politiques ont eu pendant la dictature, et le 12 octobre 1983, lors d'une rencontre à Neuquén, Hebe de Bonafini déclare que « l'existence de 30 000 détenus-disparus est due à la faiblesse des pouvoirs politiques, syndicaux, et ecclésiastiques » (BI #11). Les MPM ne pardonnent pas le silence des partis politiques pendant la dictature. Cependant, elles ne les considèrent pas comme des complices de la répression.

Tout de suite après l'élection, les relations ne changent que très peu. Elles sont rassurées par les déclarations des politiciens élus qui promettent de faire face aux problèmes des disparus et s'opposent vivement à la loi de l'amnistie (BI #12). En décembre 1983, elles se réjouissent que la loi de pacification nationale soit abrogée et elles sont heureuses de la création de la CONADEP et des premières condamnations contre les dirigeants des juntas militaires (BI #13).

Cependant, dès le mois de janvier 1984, les problèmes avec les partis politiques commencent. Le climat s'envenime autour des discussions sur le changement du code militaire pour permettre à un juge civil de présider les procès des militaires selon le code de justice militaire. Elles s'opposent à ce que ce soit le Conseil suprême des Forces armées qui jugent les juntes et elles critiquent les partis à ce sujet notamment le Parti radical qui appuie le projet :

Le projet de loi présenté au Congrès par le Pouvoir exécutif qui cherche à modifier le Code de justice militaire présente des déficiences (...) Il est inacceptable que les délits imputables aux Forces armées et de sécurité policière et carcérale- qui ont agi dans le but prétexté de réprimer le terrorisme- soient jugés par le Conseil suprême des Forces armées, c'est-à-dire par EUX-MÊMES (BI #13 : 18)³³.

Avec ces événements, et parce qu'un député de l'UCR a affirmé qu'elles étaient récupérées politiquement, elles décident d'interdire les banderoles et bannières partisans lors de leurs manifestations (BI #17). De plus, ce qui n'aidera pas à leur relation avec les partis politiques, c'est la signature d'un « accord national » entre le président et les 16 partis politiques argentins qui vise la réconciliation de la société argentine :

Nous qualifions d'empresé et d'incomplet cet accord national et nous exprimons notre questionnement car il est impossible de se réconcilier, de défendre la famille, de parler de justice sociale ni de solutions dignes quand les délinquants qui ont mené le pays à la destruction sont libres et que de plus, on tente de couvrir d'un

³³ « *El proyecto de ley remitido al Congreso por el Poder Ejecutivo, según el cual se modifica el Código de Justicia Militar, presenta deficiencias (...). Es inaceptable que los delitos imputables a las Fuerzas Armadas y de Seguridad policiales y penitenciarias -que actuaron con el motivo alegado de reprimir al terrorismo- sean juzgados por el Consejo Supremo de las Fuerzas Armadas, es decir, POR ELLOS MISMOS.* »

voile d'oubli l'immoralité qui a humilié tout le peuple (BI #19 :2) ³⁴.

Elles réitèrent leur demande aux partis de ne pas oublier les détenus-disparus, mais elles affirment qu'avec l'appétit du pouvoir, ces derniers risquent de laisser cela de côté. Croyant encore que le Congrès peut agir en leur faveur, elles réclament aux représentants qu'ils agissent pour la justice mais elles s'inquiètent de leur attitude et elles sont déçues lorsque des partis annulent une rencontre avec elles (BI #17). Elles veulent néanmoins garder de bonnes relations avec les partis et elles continuent de revendiquer auprès des parlementaires (BI #17) ayant plus d'attentes que jamais (BI #18).

En 1985, les critiques deviennent plus acerbes et elles sont désabusées par rapport à la volonté des partis politiques d'agir en regard des violations des droits humains de la dictature. Les élus doivent faire quelque chose pour la démocratie et la justice et elles leur demandent de réaliser leurs promesses faites pendant les élections de 1983 : « Face à tout cela, compagnons, les hommes que nous élisons portent leur responsabilité. Ils sont des députés et des sénateurs qui, pour toutes sortes de raisons, ont confirmé la nomination de 90% des juges » (JMPPM #5 :11)³⁵.

Plus les mois passent et plus elles sont critiques du travail des législateurs et elles croient de moins en moins en leurs capacités de changer les choses, mais surtout de régler les problèmes de droits humains en Argentine. C'est alors qu'elles dénoncent

³⁴ « *Calificamos de apresurado e incompleto este acuerdo nacional y expresamos nuestro cuestionamiento, porque no se puede reconciliar a nadie, no se puede defender la familia, no se puede hablar de justicia social ni de soluciones dignas, cuando los delincuentes que llevaron al país a la destrucción están libres y además se intenta cubrir con un manto de olvido la inmoralidad que humilló a todo el pueblo.* »

³⁵ « *En todo esto, compañeros, tienen mucho que ver los hombres que elegimos. Diputados y senadores que por una cosa o por otra, confirmaron al 90% de los jueces.* »

le fait que le Congrès gardent des prisonniers politiques incarcérés (JMPPM #11) et que les partis politiques n'ont jamais rien fait pour aider ou sauver leurs enfants :

Parce qu'aucun parti n'a réagi, ni personne n'a arrêté la répression. Ils les ont laissés partir avec nos enfants, les fusiller, les torturer, les violer et personne voulait nous écouter (JMPPM #9 :18)³⁶.

En 1986, tout retour en arrière est impossible, les liens sont brisés entre les partis politiques majoritaires et les MPM. Elles condamnent durement les partis pour leur attitude pendant la dictature réaffirmant qu'elles étaient les seules à affronter la dictature pendant cette période. Avec les propositions de loi d' « obéissance due » et du « point final », les MPM remettent en cause tout le système partisan affirmant que les partis politiques majoritaires sont à la solde de la classe dominante et qu'ils sont des alliés des militaires depuis les années de la dictature

Pour nous, il était clair depuis les temps de la *Multipartidaria* que les partis avaient commencé à négocier la façon de mettre un point final pour s'éviter l'héritage de 30 milles détenus-disparus (JMPPM #26 : 3)³⁷.

Les partis politiques sont coupables de l'impunité et ils ont abandonné la lutte pour la vie (JMPPM#28 et 29). Lorsque les lois de l'impunité (tel qu'elles le disent) seront adoptées au Congrès, elles affirmeront que les législateurs ont la conscience sale (JMPPM #33). Les événements d'avril 1987, ne feront que confirmer la détérioration de la relation.

³⁶ « Porque ningún partido salió, nadie paró la represión, dejaron que se llevaran a nuestros hijos, que los fusilaran, que los torturaran, que los violaran y nadie nos quería escuchar. »

³⁷ « Para nosotras ya estaba claro desde los tiempos de la *Multipartidaria* que los partidos habían comenzado a negociar el modo de poner un punto final para zafarse de la herencia de 30 mil detenidos-desaparecidos. »

La relation des MPM avec le Parti radical est symptomatique de la relation qu'elles auront avec la structure de représentation politique pendant la transition. La relation en 1982 est bonne, sans être excellente, mais elle se détériore avec le temps. Cette évolution n'est pas surprenante, le Parti radical est au pouvoir et il est responsable des décisions politiques prises par le Congrès et le Président. Alors, que le Parti justicialiste est beaucoup moins présent, tant dans les sympathies que dans les critiques, parce qu'il n'a pas, selon les MPM, le pouvoir de changer les choses. En revanche, elles n'hésitent pas à le critiquer lorsque les Péronistes ne votent pas comme elles le voudraient. À l'intérieur du Parti justicialiste, elles ont par contre des appuis importants notamment celui du Mouvement des femmes péronistes qui soutient l'action des MPM à plusieurs reprises.

5.1.4 Les Mères de la place de Mai et les partis politiques minoritaires

Si les MPM ne sont pas partisans, elles l'affirment à plusieurs reprises, elles ont des contacts fréquents et cordiaux avec les partis politiques plus petits et de gauche comme le Parti communiste, le Mouvement socialiste, le *Partido intransigente* et le Parti de la démocratie chrétienne d'Auguste Comte. Ce dernier défendra publiquement les MPM dans les premières années de la transition, mais ensuite, les MPM n'en feront mention que très rarement.

Dans les premières années de la transition (1982-1983), les MPM participent à plusieurs activités de partis politiques liées au thème des droits humains. Elles tissent donc des liens étroits avec plusieurs petits partis sans pour autant prendre position en leur faveur. Lorsqu'elles condamnent les grands partis politiques, elles rappellent que ce ne sont pas tous les partis qui sont à craindre. Avec le temps, les partis

politiques de gauche resteront des alliés des MPM, notamment lors de manifestations. Cependant, après l'adoption du plan Austral, cette relation va s'intensifier puisque les MPM élargiront le spectre de leurs revendications pour combattre elles aussi la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le parti qui est le plus cité à travers les mois dans les bulletins et journaux, est le *Partido intransigente* qui semble très près des revendications des MPM. Ils refuseront de s'associer aux projets de loi qui visaient à amnistier, en tout comme en partie, les militaires. Aussi, dans chacun des partis politiques (même les majoritaires), les branches de jeunes militants seront très près des MPM et demandent que leurs partis adoptent les mêmes positions face à la dictature que les MPM (BI #10). Ces mouvements de jeunes participent aux manifestations des MPM et organisent des tables rondes invitant ces dernières à venir témoigner de leur parcours. Pendant la période étudiée, les partis politiques minoritaires ne sont pas des cibles, ni même des ennemis. Ils existent pour les MPM en tant qu'alliés dans leur lutte.

5.1.5 *Les Mères de la place de Mai et l'Église argentine*

Les MPM, en 1982, ne sont pas en conflit avec l'Église. Cette dernière reste un lieu de réconfort et plusieurs de ses membres, dont les évêques Nevares et Novak, font partie du mouvement des droits humains en Argentine demandant depuis plusieurs années que cessent les violations. Mgr De Nevares, sera un des premiers à condamner les violations des droits humains commises par les militaires et à appuyer les MPM dans leur lutte. L'autre évêque proche des MPM est Mgr Novak de Quilmes de la province de Buenos Aires, qui appuiera publiquement les MPM dans leur lutte à plusieurs reprises et qui participera aux manifestations qu'elles organisent.

Les MPM défendront toujours ces deux évêques qu'elles considèrent comme des alliés et les vrais représentants de l'Église catholique (BI #15). Ils sont très présents dans les sections qui concernent les actions que font les MPM chaque mois, comme participants notamment. Plusieurs MPM étant très croyantes, elles ne condamnent pas l'Église au départ et approuvent les demandes de démocratisation de cette dernière. Les MPM affirment que le gouvernement militaire devrait écouter les propositions de l'Église et ses préceptes religieux : « Nous espérons toujours que le gouvernement réalisera cette exigence de l'Église d'explorer de chemin de la vérité et de la justice et que l'Église ait les forces nécessaires pour l'imposer » (BO #11)³⁸.

Pourtant, l'Église argentine n'est pas très proche des MPM. Plusieurs évêques feront des déclarations incendiaires au sujet des MPM. Les problèmes des MPM avec l'Église débutent avec la loi de pacification nationale et la loi de l'amnistie. L'Église ne voit pas d'un mauvais œil une loi de réconciliation nationale et Mgr Quarracino affirme que tous les Argentins sont responsables de ce qui s'est passé pendant la dictature. Dès lors, le ton durci et les MPM se distancent de l'Église comme institution quoiqu'elles soient toujours très près de certains évêques. Ces derniers condamnent toute loi de l'oubli et dénoncent tout ce que l'on tente de faire oublier (les crimes de la dictature).

Nous continuerons notre lutte avec ceux qui, comme le monseigneur De Nevares, Hesayne, Novack, Caitanio, Puigjane, ont senti l'obligation d'aider, souvent depuis

³⁸ « *Quedamos a la espera que el gobierno haga realidad esta exigencia de la Iglesia de recorrer el camino de la verdad y de la justicia y que la Iglesia tenga la suficiente fuerza para instrumentarla* ».

des terres lointaines, nos familles endolories. (JMPM #20 : 3)³⁹.

Ces derniers participent à plusieurs manifestations avec les MPM (BI #5). Au moment même où des religieux refusent la loi de l'amnistie (BI #10), les MPM commencent leur dénonciation de l'Église et l'accusent notamment d'avoir choisi les militaires au lieu du peuple (BI #9). Pour elles, l'existence de 30000 disparus est due à la faiblesse du pouvoir ecclésiastique. Elles attaquent le silence de l'Église pendant la dictature (BI #11) et c'est à partir de ce moment que la relation avec l'Église se détériore.

Dans les premières années de la démocratie, elles dénoncent la participation de l'Église et son silence complice pendant la dictature et refusent du même souffle la théorie du pardon de l'Épiscopat argentin. Elles condamnent plusieurs déclarations de certains évêques, notamment celles du Cardinal Aramburu qui affirme n'avoir été au courant de rien pendant la dictature (BI #14, 15 et 16). Plus les mois passent, plus les critiques sont sévères envers l'Église et elles affirment qu'elles ne se réconcilieront pas avec elle (BI #22).

De plus, elles accusent l'Église de comploter avec les militaires et le gouvernement pour que les lois de l'« obéissance due » et du « point final » soient acceptées par la population et par conséquent le Congrès. Lorsque l'élite cléricale argentine approuvera ces projets de lois, les critiques des MPM sont sans équivoque. L'Église

³⁹ « *Las Madres de Plaza de Mayo seguiremos nuestra lucha junto a aquellos que, como monseñor De Nevares, Hesayne, Novack, Caitanio, Puigjane, sintieron la obligación de ayudar desde tierras a veces lejanas a estas familias nuestras doloridas.* »

agit, selon elles, comme un parti politique de droite, fasciste et proche des militaires (JMPM #20, 21 et 22). Selon les MPM, l'Église a une influence négative sur l'Argentine :

Si la loi du divorce est approuvée, l'Église se voit confrontée; mais si on appuie les Forces armées, la pression ecclésiastique baisse. C'est ainsi qu'avec leurs mesures moitié-moitié . ils nous contraignent (JMPM #22 : 3) ⁴⁰.

L'influence négative de l'Église, qui a trahi la validité évangélique de ses fins, offense les sentiments des hommes (JMPM #22 : 16) ⁴¹.

Elles auront le même genre de relation avec le Pape. Au départ, ce dernier constitue l'espoir et elles multiplient les efforts pour le rencontrer. Elles font de multiples voyages à l'étranger et se rendent même à Rome pour le voir. Elles réussissent à le rencontrer à quelques reprises et elles utilisent ces rencontres pour se donner de la légitimité. Mais avec le temps, la relation se détériore. D'abord parce que le Pape ne condamnera pas la lenteur du processus du jugement des militaires et qu'il sera en faveur d'une réconciliation du peuple argentin. Ensuite, elles ne pardonneront pas au Pape sa visite en 1987 et les déclarations de celui-ci (JMPM #28 et 29).

Nous pensons que toutes ces dénonciations et leurs preuves correspondantes sont plus que suffisantes pour justifier l'intervention directe du Pape. Toutefois, quand Jean-Paul II est venu en Argentine, il a célébré la messe et partagé la communion avec les criminels qui ont violé tous les droits humains et tous les commandements de Dieu (JMPM #28 :16) ⁴².

⁴⁰ « Si se aprueba la ley de divorcio, se enfrenta a la Iglesia; pero, si se apoya a las FF.AA., la presión ecclésiástica baja. Así es como con una de cal y otra de arena, nos van llevando contra las cuerdas. »

⁴¹ « La negativa influencia de la Iglesia, que defraudó la vigencia evangélica de sus fines, agravia los sentimientos del hombre. »

⁴² « Pensamos que eran mas que suficientes todas estas denuncias, con sus correspondientes pruebas, para que el Papa interviniere directamente. Y, sin embargo, cuando Juan Pablo II vino a la Argentina

Cette visite du Pape leur permet de faire le point sur leur relation avec l'Église, et c'est clairement la fin de la confiance en l'Église. Elles en veulent à l'Église parce qu'elles estiment que cette dernière a le pouvoir d'influencer le gouvernement d'Alfonsín mais qu'elle ne le fait pas.

5.1.6 Les Mères de la place de Mai et les syndicats

La relation entre les MPM et les syndicats n'a pas été aussi intense qu'avec les autres groupes. En Argentine, le principal syndicat est la CGT, étroitement associée au mouvement péroniste. Les syndicats ont été des victimes de la dictature, la majorité des disparus sont d'ailleurs des ouvriers. Dans les premières années de la transition, les MPM et les syndicats s'appuient mutuellement quoique les MPM déclarent que la dictature est en partie liée à la faiblesse du pouvoir syndical, cette faiblesse émanant de la répression.

Les conclusions de la CONADEP amènent les MPM à changer leur vision des syndicats. En fait, elles se désolidarisent des syndicats, mais appuient toujours les syndiqués. En effet, la CONADEP rend public la collaboration des bureaucraties syndicales avec les militaires et même les rend responsables d'avoir dénoncé certains de leurs syndiqués. Dès lors, les MPM sont très critiques des positions syndicales, même si plusieurs syndicats locaux continuent de les appuyer et sont sympathiques à leur cause.

(...) oficio misa y compartio la comunión con los criminales que habían violado todos los Derechos Humanos y todos los mandamientos de Dios. »

5.1.7 *Les Mères de la place de Mai et le mouvement des droits humains*

Les MPM sont, officiellement, des actrices importantes du mouvement des droits humains. Dans les premières années, entre 1982 et 1984, le mouvement est très uni. Plusieurs actions sont effectuées conjointement, et plusieurs lettres envoyées aux journaux sont signées conjointement aussi. Par exemple, en compagnie de sept organisations de défense de droits humains, elles dénoncent les changements au code militaire, elles demandent un éclaircissement complet de ce qui s'est passée pendant la dictature et la création d'une commission bicamérale :

Les Mères de la place de Mai et sept autres organisations de défense de droits humains dénonçons le 'manque de volonté' du Conseil suprême des Forces armées pour éclairer les crimes commis par le personnel militaire et des organismes de sécurité, pendant la répression, réitérant l'exigence que ces faits soient jugés par la justice civile. [...] Nous insistons sur la nécessité de la création d'une commission bicamérale du Parlement en contre-poids à la CONADEP qui est extra-parlementaire, et l'introduction de substantielles réformes dans le code pénal comprenant l'établissement de dures condamnations pour tous ceux qui porte atteinte à la liberté des personnes (BI #19/20)⁴³.

Évidemment, les MPM sont très près des *Abuelas*, qui revendiquent le retour des enfants nés en captivité, ou dont les parents ont disparus, à leurs familles légitimes. Il ne serait pas faux d'affirmer que dans les premières années, les deux groupes sont pratiquement fusionnés. Avec les années, la mission des *Abuelas* se précise et la séparation se fait tranquillement. Mais dans les deux premières années de la période

⁴³ « *Las Madres de Plaza de Mayo y otros siete organismos defensores de los derechos humanos denunciamos la 'falta de voluntad' del Consejo Supremo de las Fuerzas Armadas para esclarecer los delitos cometidos por personal militar y los organismos de seguridad en la represión, reiterando su exigencia de que esos hechos sean juzgados por la justicia civil.* » [...] *Insistimos en la necesidad de la creación de una comisión bicameral en el Parlamento pese a la creación de la CONADEP de carácter extraparlamentario, y la introducción de sustanciales reformas en el Código Penal con el establecimiento de condenas extremas a quienes atenten contra la libertad de personas* ».

étudiée, les revendications des MPM comprennent celles de *Abuelas*. À partir de 1985, les MPM en font de moins en moins mention.

Elles sont aussi proches du SERPAJ dont le président, Esquivel Perez participe beaucoup aux activités organisées par les MPM, il les défend à plusieurs reprises sur leurs positions par rapport à la politique d'Alfonsín en matière de droits humains. Il est en effet solidaire des critiques des MPM et il s'attaque lui aussi aux positions de l'Église et d'Alfonsín. Il est, tout au long de la période, perçu par les MPM comme un allié, et il y a peu ou pas de critique à son égard. En revanche, elles font beaucoup davantage mention de ses positions au début de la période. Il demeure un allié, mais elles ne sont pas aussi près de lui et du SERPAJ. Ce type de relation est identique pour le CELS, pour l'APDH et pour *Familiares*, qui eux aussi sont des membres du mouvement des droits humains.

En 1985, un groupe est formé qui sera très près des MPM dans les années qui vont suivre : le *Frente por los Derechos Humanos* (le Front pour les droits humains : FPDH) composé entre autres d'anciens disparus. Ce groupe défend toutes les positions des MPM et est très près de la lutte des prisonniers politiques. Plusieurs groupes considèrent d'ailleurs, qu'il y a encore, en 1985, des prisonniers politiques en Argentine. Le FPDH est très présent dans les manifestations que les MPM organisent et constitue un appui logistique de taille. Mais comme pour les autres groupes, la relation, sans être mauvaise, semble plus distante à partir de 1986 où le groupe est de moins en moins mentionné dans le journal.

Un élément que nous devons mentionner, mais dont les MPM ne font que très peu mention, concerne la scission qu'ont subie les MPM vers 1984. En effet, un groupe de MPM, déçu par le leadership de Hebe de Bonafini et des positions politiques prises, décide de quitter l'association et de créer les MPM *Línea fundadora*. Bien qu'aucun article ne fasse mention de la scission, les MPM affirment à quelques reprises qu'elles sont les seules légitimes pouvant porter ce nom et qu'il n'y a aucune autre ligne qui est légitime. Elles affirment aussi que le port du mouchoir blanc leur est réservé et les groupes de MPM des différentes provinces réaffirment leur appui à l'association et à Hebe de Bonafini.

5.1.8 *Les Mères de la place de Mai et les médias*

Au début de la période étudiée, la relation des MPM avec les médias est bonne. Les grands quotidiens comme *Clarín* publient leurs déclarations et des reportages sympathiques à leur cause (BO #11). Ensuite, les MPM sont déçues par la publicité que font les médias des conclusions de la CONADEP et de la théorie des deux démons. Elles sont aussi déçues de la couverture générale des événements et pour remédier à cela, elles fondent leur propre journal, *Madres de plaza de Mayo*, affirmant que les Argentins doivent connaître la vérité.

La relation se dégrade à partir de ce moment, les MPM, toujours insatisfaites de la couverture des médias, autant de la politique en général que de leurs actions, commencent à critiquer les médias pour leur complicité pendant la dictature. Elles critiquent l'image de héros donnée par ces derniers aux militaires et dénoncent le fait que dans les médias, les MPM n'existent pas.

6 Synthèse

6.1 Des revendications inchangées, des perspectives plus globales

Si l'instauration de la démocratie a changé les motivations, les finalités, mais les revendications demeurent les mêmes tout au long de la période, c'est-à-dire, « apparition en vie », « justice » ainsi que « jugement et emprisonnement aux coupables ». En 1987, leur principal objectif est toujours de connaître la vérité sur leurs enfants, et pour elles, cela passe nécessairement par un « réel » procès dans lequel les militaires, ainsi que tous les membres de la société civile impliqués dans la dictature, s'expliqueront sur leurs actions et les crimes commis entre 1976 et 1983. Cette revendication, ou ce groupe de revendications, est central et demeurera ce qui alimente la lutte des MPM.

En revanche, avec les années, les motivations idéologiques et stratégiques derrière ces revendications s'élargissent. En effet, les MPM s'associent de plus en plus avec les pauvres et les exclus en critiquant le plan économique d'Alfonsín, l'associant même avec celui de Martínez de Hoz pendant la dictature. Elles se veulent en solidarité avec tous ceux qui souffrent et réclament la fin de toutes les souffrances en Argentine. Elles s'associent aussi de plus en plus à la lutte de leurs propres enfants disparus. Ce qui est intéressant justement à ce sujet, c'est que les MPM se sont d'abord mobilisées pour retrouver leurs enfants. Ensuite, elles se sont mobilisées pour connaître ce qui s'est passé avec leurs enfants. Finalement, elles affirment en 1987 qu'elles veulent honorer la lutte de ceux-ci et même la reprendre.

Les MPM élargissent de cette façon la finalité de leurs actions et de leurs revendications. Dans les premiers mois de la démocratie, elles fondent beaucoup d'espoir sur les politiciens pour améliorer la situation en Argentine, alors qu'en 1987, c'est tout le système qui doit être transformé selon elles. Par conséquent, si elles ont toujours les mêmes revendications, les finalités et les perspectives sont plus globales.

6.2 De l'autorité morale à la radicalité

En 1982, avec les élections et la démocratie qui arrivent à grands pas, les MPM se font courtiser de toutes parts par les partis politiques qui voudraient bien capitaliser à l'aide d'un appui formel de leur part. Les militaires sont quant à eux très discrets. Ils font très peu de déclarations sachant pertinemment qu'ils n'ont ni la reconnaissance, ni la popularité, pour donner leur opinion sur quoi que ce soit. De son côté, l'Église aussi est discrète, laissant parler ceux parmi ses membres, tels que les Évêques De Nevares et Novak, qui sont les plus ardents défenseurs des droits humains et des MPM. Les MPM de leur côté, sont toujours aussi près de l'Église pour y trouver du réconfort et quelques oreilles attentives.

De plus, dans le mouvement des droits humains, les MPM constituent le symbole le plus visible et fort de la lutte contre la dictature et pour les droits humains. Dans les médias, les MPM sont un symbole de vertu, de respect et de ténacité et plusieurs reportages font état de leur lutte héroïque. Les positions qu'elles prennent sont largement publicisées et plusieurs secteurs de la société argentine les considèrent comme l'autorité morale de leur pays.

Or, en 1987, les positions ont changé et la popularité des MPM apparaît à la baisse. Elles sont en conflit ouvert avec l'Église, les militaires, Alfonsín, les partis politiques, et les syndicats. Elles n'ont pas changé leurs revendications mais leur vision des autres acteurs est complètement différente. Par exemple, au début de la période, elles misent beaucoup sur leurs bonnes relations avec les partis politiques et Alfonsín. En 1987, elles remettent en question le véritable pouvoir du politique, ce dernier étant soumis aux pouvoirs économiques et militaires. La relation est semblable avec l'Église sur qui elles fondent beaucoup d'espoir pour influencer le pouvoir politique en 1982. Déçues de l'attitude de l'Église, elles la critiqueront sévèrement plus tard. Au sein même du mouvement des droits humains, elles s'isolent avec le temps. La plupart des autres organisations refusent l'intransigeance des MPM que ce soit par rapport à leur vision de la démocratie ou de la meilleure façon de composer avec le passé. Au départ, dans les positions des MPM, l'unité du mouvement des droits humains est claire, avec le temps, elles parlent de plus en plus en tant que MPM seulement et les autres acteurs au sein du mouvement des droits humains, sont de moins en moins mentionnés.

Leurs revendications, mêmes si elles n'ont pas changées, paraissent de plus en plus radicales. En effet, il est clair en 1987 que la grande majorité des disparus sont morts, pourtant elles continuent de réclamer leur « apparition en vie ». En 1987, les militaires ont été jugés, pas tous, mais les têtes dirigeantes ont été condamnées, pourtant elles continuent de demander justice. Pour la plupart des acteurs, les revendications des MPM sont dépassées puisqu'elles sont soit impossibles, soit déjà réalisées, ce qui fait dire à plusieurs que les MPM veulent déstabiliser la démocratie

et refusent de passer à autre chose alors qu'il y a beaucoup d'autres problèmes en Argentine.

6.3 Des éléments structurants : démocratie et économie

Tout au long de la période étudiée, les MPM font face à deux discours qui structurent la relation qu'elles ont avec les différents acteurs : celui de la préservation de la démocratie et celui des problèmes économiques. Tout au long de la période, les MPM doivent réaffirmer leur attachement à la démocratie malgré leurs positions critiques face au gouvernement. Pour tenter de les discréditer, Alfonsín affirmera à plusieurs reprises que les MPM cherchent à déstabiliser le gouvernement et sa présidence, et même qu'elles pourraient provoquer le retour des militaires si elles n'acceptent pas les lois de l' « obéissance due » et du « point final ».

Prises à partie parce qu'elles osent critiquer le gouvernement constitutionnel, pour ses positions sur le jugement des militaires, elles rappellent constamment qu'elles défendront toujours la démocratie si les militaires tentent de revenir au pouvoir. Cependant, elles refusent d'associer leur attachement à la démocratie avec la politique du président Alfonsín. Par conséquent, elles sont obligées de lier toutes leurs positions à la volonté de vivre dans une véritable démocratie, ce qui limite leur rhétorique et risque d'affaiblir le lien qu'elles avaient établi avec la population argentine.

The population was so supportive of them in the transition period and in the flush of a restored democracy eventually turned against them because many people interpreted any dissent or criticism as tantamount to destabilization of the new and fragile democracy. Because the Mothers' demands were so ambitious, the government's attitude toward soon turned to one of enmity and criticism. It sought

to characterizing them as intransigent women who were pursuing fruitless goals and refused to accept their children's deaths (Bouvard, 1993 :131).

Le deuxième élément structurant constitue les problèmes économiques de l'Argentine qui sévissent en plein processus de démocratisation. Tout au long de la période, mais surtout après l'adoption du « Plan austral » par le président Alfonsín, le discours des droits humains a comme adversaire le discours de l'urgence économique (qui s'ajoute au discours de « l'urgence démocratique »). Les MPM mentionnent à plusieurs reprises, surtout à partir de 1986, leur indignation face aux politiques économiques de Alfonsín mais aussi face aux choix qu'il fait. De plus, les MPM se voient obligées de choisir entre la priorité à donner à leurs revendications habituelles ou celles des problèmes économiques qui augmentent. Or, lorsque les pressions en ce sens se font sentir, les MPM font des liens dans leurs articles entre l'économie et la dictature, notamment en liant la dictature au projet économique de Martínez de Hoz. Elles doivent constamment justifier la présence de leur lutte alors que le pays est durement frappé par l'inflation et la crise économique. Par conséquent, la démocratie et sa construction, ainsi que l'économie et ses problèmes, forcent les MPM à se justifier et à structurer leur discours autour de ces deux débats.

6.4 Une vision différente de la transition démocratique argentine

Certains analystes de la transition démocratique en Argentine ont affirmé que la transition fut réussie, notamment parce que les pouvoirs politiques ont réussi à régler le dossier des violations des droits humains et à soumettre le pouvoir militaire (Pion-Berlin, 1991 et 1994; Dubé, 2001). Or, la vision des MPM est complètement différente. Pour elles, les militaires n'ont pas été jugés, seulement certains dirigeants

l'ont été. Tout le reste des officiers, dont ceux qui sont responsables de plusieurs disparitions (certains se sont même vantés d'avoir fait disparaître plus de mille personnes), ont été absous grâce aux lois du « point final » et de l' « obéissance due » (McSherry, 1997). Ainsi, elles affirment qu'il n'y a pas eu de jugement politique des militaires, c'est-à-dire, que les élus argentins n'ont pas condamné politiquement la dictature ce qui aurait réduit considérablement le pouvoir des militaires.

De plus, les MPM remettent en cause la « soumission » du pouvoir militaire au pouvoir politique. En effet, les événements de 1987, où des militaires se rebellent et menacent le président Alfonsín posant un ultimatum de faire un coup d'État si les lois du « point final » et de l' « obéissance due » ne sont pas adoptées, démontre la non-soumission des militaires. Il n'y a pas eu de coup d'État, mais les militaires ont quand même pu utiliser leur force pour faire bouger le Président.

Par conséquent, selon le point de vue que l'analyse du discours des MPM nous offre, la transition démocratique en Argentine ne fut pas si exemplaire. Plusieurs soulèvements ont ponctué la transition menaçant celle-ci à plusieurs reprises et remettant en cause la soumission des militaires aux pouvoirs politiques (McSherry, 1997). C'est d'ailleurs le rôle des mouvements sociaux de mettre en relief des situations plus complexes : « Collective protest and mobilizing bring to light the silent, obscure or arbitrary elements that frequently arise in complex systems decisions » (Melucci, 1994 :185). Dans le cas des MPM, elles mettent en lumière le processus d' « amnistie » des militaires (et du pouvoir qu'ils ont) à travers leur action collective.

Conclusion

Question de recherche et résultats

La question de recherche qui sous-tendait ce travail était la suivante : quel est le processus de construction de l'identité collective des MPM dans le contexte de transition démocratique qui se déroule de 1982 à 1987? Deux objectifs de recherche découlaient de cette question générale : comprendre la transformation identitaire du groupe durant cette période et analyser les relations que ce dernier entretient avec le système de représentation politique argentin dans un contexte de changements politiques et sociaux importants.

En ce qui concerne le premier objectif, qui a trait à la dimension interne de l'identité collective, nous avons soutenu dans la synthèse de notre analyse que les revendications et les actions des MPM avaient peu changées. En revanche, les perspectives et les frontières de l'autodéfinition du groupe sont plus larges et globales en 1987 qu'en 1982. Elles ne s'identifient plus seulement à leurs enfants mais aussi aux luttes que menaient ces derniers avant leurs disparitions. Nous avons également soutenu que les visions des MPM de la démocratie et de la dictature se sont aussi transformées. Au départ, elles considèrent la démocratie et la dictature comme des régimes différents. La démocratie constitue pour elles un changement qualitatif important. En 1987, elles voient moins de différences entre les deux régimes estimant que les structures économiques et politiques de la démocratie sont les mêmes que celles de la dictature. Ainsi, les représentations identitaires des MPM sont plus larges en 1987 mais elles sont plus politiquement et idéologiquement

ancrées dans une vision critique du système politique argentin, à l'instar des analyses de leurs enfants disparus.

En ce qui a trait au deuxième objectif de ce travail concernant les relations des MPM avec le système de représentation politique argentin (identité collective externe), la relation des MPM avec les différents acteurs de la représentation politique s'est envenimée dans certains cas, tandis qu'elle s'est tout simplement aggravée dans les autres. Par rapport aux autres acteurs, elles se sentent marginalisées et elles estiment que certains acteurs sont favorisés par le gouvernement Alfonsín. De plus, leurs discours révèlent que la démocratie et les problèmes économiques du pays structurent les débats pendant la période en Argentine ce qui force les MPM à constamment lier leurs revendications à ces deux éléments et contribuent à l'élargissement de leurs analyses et de leurs motivations. À plusieurs reprises, elles mentionnent qu'elles sont discréditées par les autres acteurs sur les bases de la « protection » de la démocratie et de l'économie argentine.

En résumé, ce qui a le plus changé dans l'identité collective des MPM, outre le fait qu'elles ont élargi leurs motivations, c'est leur conception d'elles-mêmes en tant qu'actrices légitimes de la représentation politique argentine. En 1982, elles se considèrent comme des incontournables, notamment parce qu'elles ont été les seules à combattre ouvertement la dictature alors qu'en 1987, elles estiment que cette légitimité ne leur est plus accordée par les autres acteurs, particulièrement par le président Alfonsín. Cette marginalisation, elles ne l'expliquent que par l'attitude des autres acteurs puisqu'elles n'ont pas changé de revendications. En outre, cette

marginalisation sert à justifier leurs positions plus radicales et critiques en regard de l'avenir de la démocratie et des véritables lieux de pouvoir en Argentine.

Ainsi, le processus de construction de l'identité collective est marqué par deux éléments importants, qui sont liés : l'élargissement des perspectives et des motivations des actions et des revendications et une marginalisation des MPM dans le système de représentation politique en Argentine pendant la période. Cette marginalisation est liée à leurs positions jugées radicales, notamment en ce qui a trait à la démocratie et aux problèmes économiques.

De ces résultats, nous avons tiré deux conclusions sur les liens théoriques à faire entre l'identité collective et l'étude de la représentation politique, ainsi que sur l'importance théorique de considérer cette dernière comme structurée.

Identité collective, mouvements sociaux et représentation politique

« Les hommes font leur histoire : création culturelle et conflit sociaux et au cœur de la société brûle le feu des mouvements sociaux », disait Touraine (1978 :11). Nous avons soutenu avec cette recherche que dans l'analyse des mouvements sociaux, nul n'avait besoin de séparer les conditions d'émergence, la symbolisation cadrée et les données organisationnelles d'un groupe puisque l'identité collective d'un acteur en fournit les principales dimensions. Contrairement à l'analyse des mouvements sociaux qui appartient à la théorie de la mobilisation des ressources, la théorisation de l'école européenne considère que l'analyse de l'acteur (discours et pratiques) est suffisante pour appréhender le mouvement social.

Dans ses discours et dans ses actions, mais aussi dans son processus d'autodéfinition, l'acteur identifie et caractérise son environnement et par le fait même ses opportunités et son organisation (Melucci, 1989). Cette identité collective se construit à travers le conflit, c'est-à-dire, dans la tension qui existe entre l'acteur et sa société. C'est pour cette raison que les processus sociaux et politiques parallèles sont importants (Castells, 1999). Cependant, ces processus doivent être analysés à partir de l'acteur même : le mouvement social.

Du même souffle, l'analyse des mouvements sociaux permet de comprendre de façon efficace les caractéristiques de la représentation politique. Melucci (1994) affirme qu'à travers l'action collective des mouvements sociaux, les côtés obscurs ou arbitraires de la prise de décision sont mis en lumière. L'identité collective d'un groupe peut donc nous permettre, d'améliorer notre connaissance du champ la représentation politique. Touraine l'exprime de la façon suivante : « La sociologie des mouvements sociaux n'est pas séparable d'une représentation de la société comme un système d'acteurs sociaux qui se disputent la direction d'un champ culturel » (1978 : 49).

Dans cette recherche, l'analyse de la relation des MPM à la structure de représentation politique en Argentine nous a permis de mieux comprendre ce système d'acteurs. En effet, la vision de la transition démocratique des MPM est différente de celle de la plupart des chercheurs spécialistes de la question qui estiment que la transition démocratique est presque complétée en Argentine en 1987 et que les militaires sont soumis au pouvoir civil (Karl, 1990; Pion-Berlin, 1991). Toutefois, les MPM, elles-mêmes en relation avec chacun de ces deux acteurs, offrent une vision

contrastée de cette affirmation estimant plutôt que les militaires possèdent toujours le pouvoir de faire changer le gouvernement d'avis sur des questions concernant les droits humains et le procès des crimes commis durant la dictature.

Influences et frustrations : la structure de représentation

L'action politique des acteurs est encadrée par des rapports au pouvoir qui diffèrent d'un acteur à l'autre. Dans le cas des MPM durant la transition démocratique, deux éléments ont structuré la relation des MPM aux autres acteurs : la relation avec les acteurs qui ont un rapport privilégié avec la dictature et la présence et préséance des discours de la préservation de la démocratie et celui des problèmes économiques.

Cette structuration les a contraintes à se défendre face à des acteurs qui avaient beaucoup plus de pouvoir qu'elles. En effet, lors de leur départ, les militaires ont peu de légitimité dans la population. Cependant, avec les mois, les militaires réussissent à se trouver des alliés qui défendent leur revendication de réconciliation nationale. Les condamnations judiciaire et politique des militaires sont aussi limitées par la menace de coup d'État qui plane sur la politique argentine, surtout pendant la période précédant l'adoption des lois de l' « obéissance due » et du « point final ». Les militaires réussissent par le pouvoir des armes qu'ils détiennent à influencer le cours de la transition démocratique argentine en la menaçant.

La démocratie doit être alors conservée à tout prix, ce qui force le gouvernement à répondre aux demandes des militaires. Les acteurs se voient limités dans leurs critiques des actions gouvernementales, ce dernier répondant la plupart du temps avec l'argument de la sauvegarde de la démocratie. Cet élément est central pour les MPM,

qui tout au long de la période sont forcées de réaffirmer leur attachement à la démocratie et au gouvernement constitutionnel. Ainsi, leurs revendications sont, plus souvent qu'autrement, rejetées au nom de la démocratie. Il est impossible pour elles d'être contre le gouvernement Alfonsín qui devient en quelque sorte l'icône de la démocratie : soit elles sont pour la démocratie et donc pour Alfonsín, soit elles sont contre et elles risquent le retour des militaires.

L'économie est aussi un problème structurel pour les MPM. En effet, pendant la période, la crise économique qui sévit en Argentine (la même qui est en partie responsable de l'arrivée et du départ des militaires) oblige les MPM à se positionner face aux problèmes économiques du pays et à constamment ajuster leurs revendications en justifiant leur importance pour la société argentine. Pour ce faire, elles associent leurs revendications de justice à celles de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Par conséquent, les changements dans les positions et les motivations des MPM, qui pour plusieurs équivalent à une radicalisation du mouvement, ne sont pas liés aux seules volontés du groupe. Les discours contraignant de la démocratie et de l'économie, forcent les MPM à se positionner contre le gouvernement. Au même moment, le gouvernement se rapproche des militaires et les relations avec les autres acteurs s'enveniment ce qui a pour résultat de les isoler bien que leurs revendications soient restées les mêmes depuis les années de la dictature.

Les résultats de notre analyse nous conduisent à poser l'hypothèse suivante : la radicalisation des mouvements comporte deux dimensions : une dimension interne à l'acteur et une dimension liée à la relation que l'acteur entretient avec les processus sociaux dans lequel ils s'insèrent, notamment par le biais de la représentation politique et de ses éléments structurants.

Bibliographie

- Acuña, Carlos. H., et Catalina Smulovitz (1995). « Militares en la transición argentina: del gobierno a la subordinación constitucional », dans Carlos H. Acuña, Inés G. Bombal, Elizabeth Jelin, Oscar Landi, Luis Alberto Quevedo, Catalino Smulovitz et Adriana Vacchieri (dir.), *Juicio, Castigos y Memorias: Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Buenos Aires: Ediciones Nueva Visión, pp. 19-99.
- Alfonsín, Raúl (2004). *Memoria política: transición a la democracia y derechos humanos*, Buenos Aires : Fondo de Cultura Económica de Argentina.
- Armony, Victor (2004). *L'énigme Argentine : images d'une société en crise*. Outremont : Athéna.
- Azpiazu, Daniel, Eduardo Basualdo et Miguel Khavisse (2004). *El nuevo poder económico en la Argentina de los años 80*, Buenos Aires : Siglo Veintiuno Editores Argentina.
- Benford, Robert D. (1997). « An insider's critique of the social movement framing perspective », *Sociological Inquiry*, vol. 67, 4 : 409-430.
- Bonner, Michelle (2003). « Negotiating democracy : government response to argentine human rights organizations », *Colloque annuel de l'Association canadienne de science politique*, Halifax, 30mai au 1^{er} juin.
- Bosco, Fernando J. (2001). « Place, space, networks, and the sustainability of collective action : the *Madres de plaza de Mayo* », *Global Networks*, vol. 1, 4 : 307-329.
- Bouvard, Marguerite Guzman (1994). *Revolutionizing motherhood : the Mothers of the plaza de Mayo*, Wilmington, : Scholarly Resources Inc.

- Bousquet, Jean-Pierre (1983). *Las locas de plaza de Mayo*, Buenos Aires : El Cid Editor.
- Brysk, Alison (1994). *The politics of human rights in Argentina*, Stanford, Stanford University Press.
- Burchianti, Margaret E. (2004). « Building bridges of memory : the Mothers of the plaza de mayo and the cultural politics of maternal memories », *History and Anthropology*, vol. 15, 2 : 133-150.
- Castells, Manuel (1999). *Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard.
- Castells, Manuel (1983). *The city and the grassroots*, Berkeley : University of California Press.
- Cavarozzi, Marcelo (1986). « Political cycles in Argentina since 1955 », dans Guillermo O'Donnell, Phillip C. Schmitter et Lawrence Whitehead (dir.), *Transitions from authoritarian rule : Latin America*, Baltimore : John Hopkins University Press. pp. 19-48.
- Charaudeau, Patrick et Dominique Maingueneau (2002). *Dictionnaire de l'analyse du discours*. Paris : Seuil.
- Chelala, César A. (1993). « Women of valor : an interview with Mothers of plaza de Mayo », dans Marjorie Agosin (dir.), *Surviving beyond fear : women, children and human rights in Latin America*, Fredonia : White Pine Press, pp. 58-70.
- CONADEP (1985). *Nunca más : informe de la Comisión nacional sobre la desaparición de personas*. Barcelona : Seix-Barral.
- Delgado, Daniel R. García et Vicente Palermo (1989). « El movimiento de derechos humanos en la transición a la democracia en Argentina », dans Daniel Camacho et Rafael Menjívar (dir.), *Los movimientos populares en America Latina*, Buenos Aires : Siglo Veintiuno Argentina Editores, pp. 409-436.

- Di Tella, Torcuato S. (1998). *Crisis de representatividad y sistemas de partidos políticos*, Buenos Aires: Grupo Editor Latinoamericano.
- Dubé, Sébastien (2001). *Du pouvoir et de l'influence militaires dans les démocraties du Cône sud de l'Amérique latine*, Mémoire de maîtrise, Science Politique, Montréal: Université de Montréal.
- Duchastel, Jules (1993). « Discours et informatique : des objets sociologiques? », *Sociologie et Sociétés*, vol. 25, 2 : 157-170.
- Duchastel, Jules et Victor Armony (1996). « Textual analysis in Canada : an interdisciplinary approach to qualitative data », *Current Sociology*, vol. 44,3 : 259-278.
- Fabj, Valeria (1993). « Motherhood as a political voice : the rhetoric of mothers », *Communication Studies*, vol. 44, 1 : 1-18.
- Feijoo, María del Carmen et Mónica Gogna (1990). « Women in the transition to democracy », dans Elizabeth Jelin (dir.), *Women and social change in Latin America*, London : Zed Books, pp. 79-114.
- Fontana, Andrés (1988). « De la crisis de las Malvinas a la subordinación condicionada: conflictos intramilitares y transición política en Argentina », dans Augusto Varas (dir.), *La autonomía militar en América Latina*, Caracas : Nueva Sociedad, pp. 33-56.
- Gazibo, Mamoudou et Jane Jenson (2004). *La politique comparée : fondements, enjeux et approches théoriques*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Ginzberg, Victoria (2005). « Contra la impunidad y por la justicia social », *Pagina 12*, 25 mars 2005, www.pagina12.com.ar (consulté le 25 mars 2005).
- González Bombal, Inés (2004). « La figura de la desaparición en la re-fundación del Estado de derecho », dans Marcos Novaro et Vicente Palermo (dir.), *La historia reciente : Argentina en democracia*, Buenos Aires : Edhasa, pp 115-132.

- González Bombal, Inés et María Sondereguer (1987). « Derechos humanos y democracia », dans Elizabeth Jelin (dir.), *Movimientos sociales y democracia emergente (Tomo 1)*, Buenos Aires : Centro Editor de America Latina, pp. 85-112.
- Hernandez, Viviana M. Abreu (2002). « The Mothers of plaza de Mayo : a peace movement », *Peace & Change*, vol. 27, 3 :385-411.
- Jelin, Elizabeth (1994). « The politics of memory : the Human Rights Movements and the construction of democracy in Argentina », *Latin American Perspectives* vol. 21, 2 :38-58.
- Jelin, Elizabeth (dir.) (1987). *Movimientos sociales y democracia emergente (Tomo 1)*, Buenos Aires : Centro Editor de America Latina.
- Jelin, Elizabeth (1986). « Otros silencios, otras voces : el tiempo de la democratización en la Argentina », dans *Los movimientos sociales ante la crisis*, Buenos Aires : CLACSO-Universidad de las Naciones Unidas, pp.17-44.
- Jelin, Elizabeth et Maria Sondereguer (1985). *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires: Centro editor de America Latina.
- Karl, Terry L. (1990). Dilemmas of democratization in Latin America. *Comparative Politics*, vol. 23, 1 :1-21.
- Lafarge, Frank (1991). *L'Argentine des dictatures (1930-1983) : pouvoir militaire et idéologie contre-révolutionnaire*, Paris : L'Harmattan.
- Laycock, David (2004). *Representation and democratic theory*, Vancouver : UBC Press.
- Maceyra, Horacio (1983). *Las presidencias peronistas : Cámpora, Perón, Isabel*, Buenos Aires : Centro Editor de America Latina.

- Madres de plaza de Mayo (2004). *Luchar siempre : las marchas de la resistencia 1981-2003*, Buenos Aires : Ediciones Madres de Plaza de Mayo.
- Madres de plaza de Mayo (2003). *Historia de las Madres de plaza de Mayo*, Buenos Aires : Ediciones Madres de Plaza de Mayo.
- Maechling Jr., Charles (1982). « The argentine pariah », *Foreign Policy*, vol. 45, hiver : 69-83.
- Mahon, Rianne (1977). «Canadian public policy: the unequal structure of representation», dans Leo Panitch (dir.), *The canadian state: political economy and political Power*, Toronto : University of Toronto Press.
- Martin, Alfredo (1989). *Les Mères « folles » de la place de Mai*, Paris : Renaudot et Cie.
- McAdam, Doug (2003). « Beyond structural analysis : toward a more dynamic understanding of social movements », dans Mario Diani et Doug McAdam (dir.), *Social movements and networks : relational approaches to collective action*, Oxford : Oxford University Press, pp. 281-298.
- McAdam, Doug, John McCarthy et Mayer N. Zald (dir.) (1996). *Comparative perspectives on social movements*, Cambridge : Cambridge University Press.
- McAdam, Doug, Sidney Tarrow and Charles Tilly (2001). *Dynamics of contention*, Cambridge and New York: Cambridge university Press.
- McCarthy, John D. et Mayer N. Zald (1977). « Resource mobilization and social movements : a partial theory », *The American Journal of Sociology*, vol. 82, 6 : 1212-1241.
- McGuire, James (1995). « Political parties and democracy in Argentina », dans Scott Mainwaring and Timothy R. Scully, *Building democratic institutions : party systems in Latin America*, Stanford : Stanford University Press, pp. 200-248.

- McManus, Philip (1991). « Argentina's Mothers of courage », dans Philip McManus et Gerald Schlabach (dir.), *Relentless persistence : nonviolent action in Latin America*, Philadelphia : New Society Publishers, pp.79-99.
- McSherry, J. Patrice (1997). *Incomplete transition : military power and democracy in Argentina*, New York: St. Martin's Press.
- Melucci, Alberto (1997). « Identité et changement : le défi planétaire de l'action collective », dans Juan-Luis Klein, Pierre-André Tremblay et Hughes Dionne (dir.), *Au-delà du néolibéralisme : quel rôle pour les mouvements sociaux?*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, pp. 9-20.
- Melucci, Alberto (1996). *Challenging Codes : collective action in the information age*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Melucci, Alberto (1989). *Nomads of the present : social movements and individual needs in contemporary society*, Philadelphia : Temple University Press.
- Meyer, David S. (2002). « Opportunities and identities : bride-building in the study of social movements », dans David S. Meyer, Nancy Whitter et Belinda Robnett (dir.), *Social movements : identity, culture and the state*, Oxford : Oxford University Press, pp. 3-24.
- Mignone, Emilio F. (1988). *Witness to the truth : the complicity of Church and dictatorship in Argentina, 1976-1983*, Maryknoll: Orbis Books.
- Navarro, Marysa (1989). « The personal is political : las Madres de Plaza de Mayo », dans Susan Eckstein (dir.), *Power and popular protest : latin american social movements*, Berkeley : University of California Press, pp. 241-258.
- Neveu, Erik (2002). *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La Découverte.
- Olson, Mancur (1965). *The logic of collective action : public goods and the theory of groups*, Cambridge : Harvard University Press.

- Palermo, Vicente (2004). « Entre la memoria y el olvido : represión, guerra y democracia en la Argentina », dans Marcos Novaro et Vicente Palermo (dir.), *La historia reciente : Argentina en democracia*, Buenos Aires : Edhasa, pp. 169-192.
- Pereyra, Daniel (1994). *Del Moncada a Chiapas : Historia de la lucha armada en America Latina*, Don Pedro : Los Libros de la Catarla.
- Pereyra, Sebastián (2002). « ¿Cuál es la herencia del movimiento de derechos humanos? El problema de la impunidad y los reclamos de justicia durante la década del '90 », manuscrit, document non publié.
- Pion-Berlin, David (1991). « Between confrontation and accomodation : Military and Government policy in democratic Argentina », *Journal of Latin American Studies*, vol. 23, 3 : 543-571.
- Pucciarelli, Alfredo (dir.) (2004). *Empresarios, tecnócratas y militares: la trama corporativa de la última dictadura*, Buenos Aires: Siglo Veintiuno Editores Argentina.
- Rock, David (1993). *Authoritarian Argentina : the nationalist movement, its history, and its impact*, London: Cambridge University Press.
- Rock, David (1985). *Argentina, 1516-1982 : from Spanish colonization to the Falklands War*, Berkeley University of California Press.
- Roniger, Luis, et Mario Sznajder (1999). *The legacy of human-rights violations in the Southern cone: Argentina, Chile, and Uruguay*, Oxford: Oxford University Press.
- Sapinski, Jean-Philippe (2002). *Le Discours zapatiste : analyse structurale d'un mythe politique*, mémoire de maîtrise, Département d'anthropologie, Université deMontréal.

- Sidicaro, Ricardo (2004). « Coaliciones golpistas y dictaduras militares : el 'proceso' en perspectiva comparada », dans Alfredo Pucciarelli (dir.), *Empresarios, tecnócratas y militares: la trama corporativa de la última dictadura*, Buenos Aires: Siglo Veintiuno Editores Argentina, pp. 53-98.
- Sikkink, Kathryn (1993). « Human rights, Principled issue-Networks, and Sovereignty in Latin America », *International Organization*, vol. 47, 3 : 411-441.
- Simpson, John et Jana Bennett (1985). *The disappeared and the Mothers of the plaza*. New York : St-Martin's Press.
- Snow David A. and Robert D. Benford (2000). « Framing processes and social movements: an overview and assessment », *Annual Review of Sociology*, Vol. 26 : 611-639.
- Snow, David A. et Phillip W. Davis (1995). « The Chicago approach to collective behaviour », dans Gary Alan Fine (dir.), *A second Chicago school? The development of a postwar american sociology*, Chicago : The University of Chicago Press, pp. 188-220.
- Tarrow, Sidney (1998). *Power in movement: social movements and contentious politics*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Tarrow, Sidney (1996). « States and opportunities : the political structuring of social movements », dans Doug McAdam, John McCarthy et Mayer N. Zald (dir.), *Comparative perspectives on social movements*, Cambridge : Cambridge University Press, pp. 41-61.
- Taylor, Diana (2001). « Making a spectacle : the Mothers of the plaza de Mayo », *Journal of the Association for Research on Mothering*, vol. 3, 2 : 97-109.
- Touraine, Alain (1978). *La voix et le regard : sociologie des mouvements sociaux*, Paris : Seuil.

Tremblay, Martin (2001). *Le rôle des acteurs politiques, militaires et sociaux dans la démocratisation (1983-1995)*, Mémoire de Maîtrise, Science Politique, Montréal : Université du Québec à Montréal.

Veiga, Raúl (1985). *Las organizaciones de derechos humanos*, Buenos Aires : Centro Editor de America Latina.

Verbitsky, Horacio (1995). *El vuelo*, Buenos Aires: Planeta.

Vezzetti, Hugo (2002). *Pasado y presente: guerra, dictadura y sociedad en la Argentina*, Buenos Aires: Siglo Veintiuno Editores Argentina.

**Annexe 1 - Liste des groupes faisant partis du mouvement
des droits humains, d'après Bonner (2003).**

Groupes de parents et affectés	Groupes de solidarité
<i>Madres de Plaza de Mayo</i>	Ligue des Droits de l'Homme de l'Argentine (LIGA)
<i>Abuelas de Plaza de Mayo</i>	Mouvement oecuménique pour les droits humains (MEDH)
<i>HIJOS (Hijos por la Identidad y la Justicia y Contra el Olvido y el Silencio – Enfants pour l'identité et la Justice et contre l'Oubli et le Silence)</i>	Assemblée Permanente des droits humains (APDH)
<i>Familiares (Familles des disparus et des prisonniers pour des raisons politiques)</i>	Service Paix et Justice (SERPAJ) Centre d'études légales et sociales (CELS)

Annexe 2 - Liste des bulletins et journaux analysés

Bulletin officiel #11 septembre 1982	Bulletin informatif an 2 #15 mars 1984
Bulletin informatif an 1 #1 décembre 1982	Bulletin informatif an 2 #16 avril 1984
Bulletin informatif an 1 #2 février 1983	Bulletin informatif an 2 #17 mai 1984
Bulletin informatif an 1 #3 mars 1983	Bulletin informatif an 2 #18 juin 1984
Bulletin informatif an 1 #4 avril 1983	Bulletin informatif an 2 #19 juillet 1984
Bulletin informatif an 1 #5 mai 1983	Bulletin informatif an 2 #19/20 septembre 1984
Bulletin informatif an 1 #8 août 1983	Bulletin informatif an 2 #22 octobre 1984
Bulletin informatif an 1 #9 septembre 1983	Madres de Plaza de Mayo an 1 #1 décembre 1984
Bulletin informatif an 1 #10 octobre 1983	Madres de Plaza de Mayo an 1 #2 janvier 1985
Bulletin informatif an 1 #11 novembre 1983	Madres de Plaza de Mayo an 1 #3 février 1985
Bulletin informatif an 1 #12 décembre 1983	Madres de Plaza de Mayo an 1 #4 mars 1985
Bulletin informatif an 2 #13 janvier 1984	Madres de Plaza de Mayo an 1 #5 avril 1985
Bulletin informatif an 2 #14 février 1984	Madres de Plaza de Mayo an 1 #6 mai 1985

Madres de Plaza de Mayo an 1 #7 juin 1985
Madres de Plaza de Mayo an 1 #8 juillet 1985
Madres de Plaza de Mayo an 1 #9 août 1985
Madres de Plaza de Mayo an 1 #10 septembre 1985
Madres de Plaza de Mayo an 1 #11 octobre 1985
Madres de Plaza de Mayo an 1 #12 novembre 1985
Madres de Plaza de Mayo an 1 #13 décembre 1985
Madres de Plaza de Mayo an 2 #14 janvier 1986
Madres de Plaza de Mayo an 2 #15 février 1986
Madres de Plaza de Mayo an 2 #16 mars 1986
Madres de Plaza de Mayo an 2 #17 avril 1986
Madres de Plaza de Mayo an 2 #18 mai 1986
Madres de Plaza de Mayo an 2 #19 juin 1986
Madres de Plaza de Mayo an 2 #20 juillet 1986

Madres de Plaza de Mayo an 2 #21 août 1986
Madres de Plaza de Mayo an 2 #22 septembre 1986
Madres de Plaza de Mayo an 2 #23 octobre 1986
Madres de Plaza de Mayo an 2 #24 novembre 1986
Madres de Plaza de Mayo an 3 #25 décembre 1986
Madres de Plaza de Mayo an 3 #26 janvier 1987
Madres de Plaza de Mayo an 3 #27 février 1987
Madres de Plaza de Mayo an 3 #28 mars 1987
Madres de Plaza de Mayo an 3 #29 avril 1987
Madres de Plaza de Mayo an 3 #30 mai 1987
Madres de Plaza de Mayo an 3 #31 juin 1987
Madres de Plaza de Mayo an 3 #32 juillet 1987
Madres de Plaza de Mayo an 3 #33 août 1987